

POUR RENFORCER LA COOPÉRATION ENTRE L'ANP ET L'ARMÉE INDIENNE
LE GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA EN VISITE OFFICIELLE EN INDE

Lire en page 3

L'EXPRESS

75 GARES FERROVIAIRES VONT FAIRE PEAU NEUVE

L'ETAT MET LES MOYENS

P.2

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // JEUDI 6 FEVRIER 2025 // N°1006 // PRIX 20 DA



APRÈS LE CANAL DE PANAMA, LE CANADA ET LE GROENLAND, DONALD TRUMP RÊVE D'ANNEXER GAZA

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DIT NON AU PLAN DE TRUMP

AU MOMENT OÙ LE MONDE S'ATTENDAIT À CE QUE DONALD TRUMP AILLE DANS LE SENS DE LA SOLUTION À DEUX ÉTATS POUR EN FINIR AVEC L'INSTABILITÉ AU MOYEN-ORIENT, IL SORT DE SON CHAPEAU UN PLAN DE COLONISATION AMÉRICAINE DE GAZA. FINALEMENT, TOUT CE QUI PRÉOCCUPE DONALD TRUMP N'EST RIEN D'AUTRE QUE LA SÉCURITÉ DE L'ENTITÉ SIONISTE ET L'EXPANSION DE SON TERRITOIRE. IL VEUT RÉDUIRE AU SILENCE, MIEUX, ÉRADICUER LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE, EN INSTALLANT DES TROUPES MILITAIRES À GAZA ET, EN PARALLÈLE, IL TRAVAILLE AFIN DE RAMENER TOUS LES PAYS DE LA RÉGION DANS LE GIRON SIONISTE.

Lire en page 4

A HARVARD

UN RÉQUISITOIRE IMPLACABLE CONTRE L'OCCUPATION MAROCAINE

P.4

INHUMÉ HIER AU CIMETIÈRE DE BEN AKNOUN

**SID AHMED GHOZALI :
UNE CARRIÈRE DE GRAND
COMMIS DE L'ÉTAT**

P.2



RÉGION DES GRANDS LACS

L'ALGÉRIE VEUT METTRE FIN AUX CONFLITS

AU MILIEU DE CES CONFLITS, DE CES MORTS ET DE CES GUERRES, IL Y A LES MINES DU NORD-KIVU, DES GISEMENTS D'OR, DE PIERRES PRÉCIEUSES, DE COLTAN, DE LITHIUM ET AUTRES MINÉRAIS PRÉCIEUX, DONT LES TERRES RARES SI INDISPENSABLES À L'UNIVERS DE LA HIGH-TECH, OÙ TRIMENT ET MEURENT DES MILLIERS D'HOMMES, VENUS CHERCHER LA FORTUNE, SOUS LA COUPE DE SEIGNEURS DE LA GUERRE AU NORD-KIVU ET DANS LA PROVINCE VOISINE DU SUD-KIVU

Lire en page 3

ISSUES DE LA RÉUNION GOUVERNEMENT-WALIS

L'ensemble des recommandations sur table du gouvernement

Entre autres recommandations, l'exploitation des petites zones d'activités au niveau communal et leur affectation au profit des jeunes, tout en renforçant l'offre immobilière au profit de l'AAPI et en accélérant la récupération des terrains inexploités.

PROJET DE PROLONGATION DU CONGÉ DE MATERNITÉ

La Commission de la santé de l'APN insiste sur les textes d'application

La Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, hier, une réunion consacrée à un projet de loi visant à modifier et à compléter la loi relative aux assurances sociales, notamment dans son volet lié à la prolongation du congé de maternité, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. La réunion, présidée par le président de la Commission, Saïd Hamsi, s'est déroulée en présence du vice-président de l'APN, M. Berbera El Hadj Cheikh, du directeur général et du directeur des prestations de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), de la directrice chargée de la famille et de la femme au ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, et d'une représentante de l'Observatoire national de la société civile. À cette occasion, "les représentants de la CNAS ont donné des explications exhaustives sur la modification proposée, qui prévoit une prolongation du congé de maternité de 14 semaines supplémentaires en cas de naissance d'un enfant souffrant d'un handicap ou d'une maladie grave, avec la possibilité de le prolonger à nouveau jusqu'à 24 semaines, le cas échéant. De leur côté, les députés ont axé leurs interventions sur "la clarification des modalités d'application du congé de maternité dans les cas exceptionnels d'enfants handicapés ou malades graves" et "la nécessité d'accompagner la modification par des textes réglementaires clairs définissant les mécanismes d'application". Ils ont insisté sur « les moyens de calcul des indemnités journalières après déductions et la présentation d'une liste précise et exhaustive des maladies graves et des handicaps concernés », formulant des propositions visant à garantir la flexibilité des options qui s'offrent aux mères qui travaillent. Ils ont aussi évoqué la possibilité de mettre en place une plateforme numérique facilitant les démarches et garantissant la transparence. À ce propos, "la représentante du ministère de la Solidarité nationale et la représentante de l'Observatoire national de la société civile ont salué cette modification", la qualifiant d'"acquis supplémentaire pour les femmes algériennes"

Le Premier ministre Nadir Larbaoui a présidé, hier, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen des recommandations issues de la 6^e réunion gouvernement-walis, tenue les 24 et 25 décembre 2024 sous le haut patronage du président de la République, est-il annoncé dans un communiqué des services du Premier ministre. Le communiqué rappelle que ces recommandations visent à accélérer le rythme du développement local et à relever les défis liés au renforcement du rôle des collectivités locales dans le domaine de l'investissement, à la réhabilitation de l'environnement urbain et à l'accélération du règlement du statut des constructions inachevées. Parmi les recommandations, ajoute encore le communiqué, figure également l'exploita-



tion des petites zones d'activités au niveau communal et leur affectation au profit des jeunes, tout en renforçant l'offre immobilière au profit de l'AAPI et en accélérant la récupération des terrains inexploités dans le but de

créer de la richesse et de créer des emplois. Selon le communiqué, le gouvernement a également étudié la ligne ferroviaire du projet intégré de phosphate à « Bled El Hadba », dans son tronçon Bouchgouf-Oued Kebrit. Le gouverne-

ment a également écouté, poursuit le communiqué, une présentation sur les mécanismes de prise en charge des femmes victimes de violence et les moyens de renforcer la prévention à travers divers programmes et mesures législatives visant à renforcer la protection des femmes et à leur fournir les capacités nécessaires en cas de besoin. Il a également écouté un exposé sur la situation des sports collectifs et des sports d'élite ainsi que les perspectives de leur développement, notamment le sport scolaire et universitaire, ainsi que les investissements importants consacrés au renforcement de l'encadrement et de la formation, au développement des installations sportives et à la prise en charge des élites nationales et des talents sportifs.

R.N.

75 GARES FERROVIAIRES VONT FAIRE PEAU NEUVE

L'État met les moyens

L'État encourage le développement du transport par rail comme un mode de transport d'avenir. Et il met à disposition les moyens estimés nécessaires. C'est dans ce cadre que l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), a lancé un large programme de réhabilitation et de modernisation de 75 gares ferroviaires à travers différentes wilayas du pays, avec comme objectif d'améliorer les conditions d'accueil des voyageurs et de moderniser les infrastructures de transport, selon le directeur chargé de l'information à l'ANESRIF, Abdelkader Mazar, cité dans une dépêche de l'APS. Ce responsable a fourni des détails sur ces projets de réhabilitation, indiquant que ce programme, réparti en trois phases, permettra de moderniser et d'équiper ces gares avec les différents moyens et installations nécessaires au confort des

voyageurs. Et de préciser que l'appel d'offres pour les études relatives à la première phase du programme en question et qui concerne 19 gares, a abouti à l'attribution du marché à un consortium de bureaux d'études algériens composé de trois entreprises, dont la Société d'études techniques et de l'ingénierie du rail "Setirail", une filiale du groupe public de construction ferroviaire (GCF). La liste des gares concernées par cette phase comprend celles de Hussein Dey, Baba Ali et Birtouta (wilaya d'Alger), Blida, ainsi que Boumedfaa et El Attaf (wilaya de Ain Defla), Chlef, Ghardaïa, ainsi que Bouira, El Asnam, El Aadjiba, El Kseur et Mansoura (wilaya de Bouira), Ilmaten (wilaya de Béjaïa), El Achir et El Anasser (wilaya de Bordj Bou Arreridj), El Gourzi et Oued Hmimim (wilaya de Constantine). Dans le cadre de ce programme, l'ANESRIF commencera la construction d'une nouvel-

le station à Alger, a indiqué M. Mazar, précisant que cette station, "qui sera la vitrine de la capitale du pays, est l'une des principales infrastructures de transport réalisées par l'agence, et ce, selon des normes mondiales, avec des équipements modernes et une architecture prestigieuse reflétant la culture et l'histoire de l'Algérie". Quant aux deuxième et troisième lots, la procédure de relance des appels d'offres a été effectuée pour désigner les entreprises chargées des études de réhabilitation, a ajouté M. Mazar. Le deuxième lot concerne 43 stations situées dans l'Est du pays, à savoir : Ain M'lila (Oum El Bouaghi), Batna, Ain Touta, l'usine de ciment de Ain Touta, Ain Yagout (Wilaya de Batna), Djamaa/Ain El Qsar, El Kantara et El Outaya (Wilaya de Biskra), Touggourt, ainsi que Hamadi, Azzaba, Hadjar-Soud, Krouma (Wilaya de Skikda), Didouche Mourad et Hamma Bouziane (Wilaya de Constantine), Medjez Sfa, Boukamouza et Bouchegouf (Wilaya de Guelma). Dans la wilaya d'Annaba, les stations des communes d'Annaba et d'El Hadjar feront l'objet d'une réhabilitation et modernisation. Dans la wilaya de Souk Ahras, les stations de Mechrouha, Ain Tahmine, Sidi Lahmissi, M'daourouch, Oued Chouk, Oued Damous, Ain Afra, Ain Seynour, Oued Meghras, Hannacha, Dréa et Souk Ahras seront concernées également par l'opération. Le deuxième lot inclut également les stations d'El Aouinat, Marsat, El Ouenza, la station de collecte des matériaux miniers, Tebessa, Djebel Onk,

Oued Keberit, Ain Chenia (Wilaya de Tebessa), la station de Jijel, ainsi que les stations de Chihani, Chebaita Mokhtar et Dréan (El Tarf). La troisième phase, destinée aux wilayas de l'Ouest, compte 13 gares: Mostaganem, les deux gares de Mohammadia (wilaya de Mascara), Saïda, Ain El Berd, Sidi Bel Abbès et Sidi Lahcene (wilaya de Sidi Bel Abbès), El Amria et Ain Témouchent (wilaya de Ain Témouchent), Ain Torki (Ain Defla), Oued Djemaa (Relizane), ainsi que la gare maritime de la ville d'Oran et la gare de Misserghin (wilaya d'Oran). Ce projet vise à doter ces gares d'infrastructures et d'équipements modernes, ce qui permettra, a-t-il ajouté, de renforcer l'attractivité du transport ferroviaire en tant qu'option confortable et sécurisée pour les voyageurs à travers les différentes régions du pays. Il a également rappelé que ce programme s'inscrit dans le cadre des efforts visant à améliorer le réseau ferroviaire national, notamment après la mise en service, ces deux dernières années, de plusieurs nouvelles lignes. L'ANESRIF assure la réalisation de 21 gares dans les wilayas de M'sila, Médéa, Tissemsilt, Djelfa, Laghouat, Tiaret, Oran et Khenchela, a-t-il rappelé, précisant que ces gares, qui se distinguent par une architecture unique mêlant le style architectural local et le design moderne, et dotées d'équipements modernes, marquent une étape importante dans les infrastructures du réseau national ferroviaire.

Avec APS

INHUMÉ HIER AU CIMETIÈRE DE BEN AKNOUN

Sid Ahmed Ghozali : une carrière de grand commis de l'Etat

L'ancien chef du gouvernement, Sid Ahmed Ghozali, décédé mardi à l'âge de 88 ans, a été inhumé hier après-midi au cimetière Zedek de Ben Aknoun (Alger). De hauts responsables de l'État et des membres du gouvernement ont assisté aux funérailles, aux côtés des membres de la famille du défunt, de ses compagnons de route, de représentants de partis politiques et d'or-

ganisations nationales et de moudjahidine. Des chefs de partis, des présidents d'organisations de la société civile, ainsi qu'une foule nombreuse de citoyens y étaient présents. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait adressé, mardi, ses sincères condoléances à la famille du défunt, l'assurant de sa profonde compassion. Avec la disparition de Sid Ahmed Ghozali, "l'Al-

gérie perd l'un des hommes qui ont servi le pays à travers de hautes fonctions et responsabilités au sein des institutions de l'État, laissant son empreinte en tant que personnalité nationale de premier plan, témoin d'une période charnière marquée par des mutations et des événements majeurs de la vie nationale", avait écrit le président dans son message de condoléances.

Y. B.

RÉGION DES GRANDS LACS

L'Algérie veut mettre fin aux conflits

Les 2 et 3 janvier derniers, le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, avait publié deux importants communiqués relatifs au conflit actuel qui se déroule dans la région des Grands lacs, plus précisément au Nord-Kivu, dans la République démocratique du Congo (RDC).

Mahdi Boukhalfa

Le communiqué intervient à un moment crucial de ce conflit qui met en avant des intérêts économiques stratégiques de grandes puissances occidentales sur les richesses minières de cette région de l'Afrique, le bassin du Congo et la région des Grands lacs, qui a vécu en 1994 un génocide avec la guerre civile au Rwanda, dont la majorité hutu s'était alors réfugiée au Congo voisin, en particulier au nord Kivu. Le 26 janvier dernier, les rebelles tutsis du M23 (composé d'officiers du Congrès national pour la défense du peuple, intégrés dans l'armée congolaise à la suite d'un accord de paix signé le 23 mars 2009 entre le CNDP et Kinshasa, qui se sont mutinés en avril 2012, considérant que le gouvernement congolais ne respectait pas les modalités de l'accord) soutenus par l'armée rwandaise, se sont emparés de la ville congolaise de Goma et de ses deux millions d'habitants, Goma étant la capitale de la province orientale du Nord-Kivu en RDC. Cet épisode de ces guerres oubliées en Afrique illustre un nouveau rebondissement dans la succession de guerres qui a immédiatement suivi le génocide du Rwanda en 1994. Celui-ci a laissé huit cent mille morts. Au milieu de ces conflits, de ces morts et de ces guerres, il y a les mines du Nord-Kivu, des gisements d'or, de pierres précieuses, de coltan, de lithium et autres minerais précieux, dont les terres rares si indispensables à l'univers de la high-tech, où triment et meurent des milliers d'hommes, venus chercher la fortune, sous la coupe de seigneurs de la guerre au Nord-Kivu et dans la province voisine du Sud-Kivu. Pourtant, les guerres du Congo se déroulent dans l'indifférence la plus totale des pays occidentaux, et ces guerres dont sont partie prenante tous les pays de la région (Rwanda, Ouganda, Zambie, Angola...) ne sont pas dues à des motifs de puissance ou à des querelles ethniques, simplement à l'agenda de seigneurs de la guerre locaux soutenus par les grandes multinationales occidentales pour mettre la main sur les ressources du Congo. En juillet 1994, Paul Kagame, à la tête des FPR soutenus par l'Ouganda et chef de la minorité tutsi, a pu mettre fin au génocide déclenché par la majorité hutu le 6 avril précédent. Mais sa victoire a entraîné la fuite d'un million de Hutus au Congo, dans la région du Kivu. Les réfugiés hutus s'installent dans des camps improvisés autour de Goma (capitale du Nord-Kivu) et Bukavu (capitale du Sud-Kivu). Très vite, ces camps vont devenir des bases arrière pour des milices hutues « Interahamwe » responsables du génocide et désireuses de prendre leur revanche sur les Tutsis. Elles commencent par s'en prendre aux populations Banyamulenge de la région ; il s'agit de Tutsis installés au Congo depuis le siècle précédent. À Kigali, on sent la menace et le danger, d'où le soutien aux rebelles congolais du M23, des Tutsis. Cette interminable « guerre des Grands Lacs », conséquence directe du génocide du Rwanda, a déjà causé trois à quatre millions de morts, essentiellement des civils obligés de fuir dans les forêts, victimes de tueries, mais aussi de maladies et de malnutrition. D'où cette réaction salutaire de la diplomatie algérienne pour ramener le



calme, la paix et la sécurité dans cette région explosive du Congo. « L'Algérie suit avec une profonde préoccupation la reprise du conflit et son escalade en République démocratique du Congo. Elle appelle instamment à la retenue et à la désescalade dans la perspective de l'instauration des conditions d'une reprise responsable du dialogue et de la négociation en vue du rétablissement de la paix dans la région », indique un premier communiqué du ministère des Affaires étrangères rendu public dimanche 2 février. Et d'ajouter : « Dans cet esprit, l'Algérie fait sien les conclusions des sommets extraordinaires de la Communauté d'Afrique de l'Est et de la Communauté de développement d'Afrique australe appelant à un dialogue sincère et de bonne foi entre toutes les parties impliquées dans ce conflit. » Lundi, l'Algérie rend public un second communiqué, encore plus important, plus direct, appelant à la fin des conflits et à la mise en place d'un plan de paix sous l'égide des organismes relevant de l'Union africaine: Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a instruit le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, de prendre attache avec l'ensemble des ministres des Affaires étrangères des pays impliqués dans ce conflit, ainsi qu'avec les ministres des Affaires étrangères des pays engagés dans des efforts de médiation. Cette démarche a pour objectif de leur faire part de la disponibilité de l'Algérie à aider les efforts de médiation en cours et à mettre tout ce qui est en son pouvoir au service du rétablissement de la paix et de la stabilité en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'exercice par l'Algérie de son mandat de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Elle est également mue par le souci permanent de notre pays d'apporter activement sa contribution à tout effort visant à promouvoir la paix et la sécurité à travers le continent et à promouvoir les meilleures relations entre les pays africains. À ce titre, et lors des appels téléphoniques qu'il a eus respectivement avec ses homologues de la République démocratique

du Congo et du Rwanda, le ministre Ahmed Attaf a échangé sur les voies et moyens susceptibles de mettre un terme à la dangereuse escalade du conflit prévalant à l'est de la RDC et d'ouvrir la voie à une relance effective du processus politique pour le règlement définitif de ce conflit. Le groupe M23 a indiqué lundi soir dans un communiqué décréter "un cessez-le-feu" à compter de mardi "pour des raisons humanitaires". Une annonce unilatérale qui intervient après son offensive dans la ville de Goma en début de semaine et alors que le président Félix Tshisekedi a promis "une riposte vigoureuse". Le Kenya a fait savoir que les présidents congolais et rwandais sont attendus samedi à un sommet extraordinaire de la Communauté des États d'Afrique de l'Est, à Dar es Salaam. Le Mouvement du 23 mars est composé d'anciens rebelles. Le 6 mai 2012, la rébellion adopte le nom de Mouvement du 23 mars, en référence à l'accord de paix. Ils seraient des Banyamulenge, une minorité tutsi vivant au Congo.

M. B.

COOPÉRATION
ALGÉRO-TURQUE

Attaf s'entretient au téléphone avec Hakan Fidan

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a reçu, hier, un appel téléphonique du ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, indique un communiqué du ministère. L'entretien téléphonique a permis aux deux parties d'évoquer le partenariat algéro-turc en prévision de la tenue de la 3^e session de la commission mixte de planification, précise le communiqué. Les deux ministres ont également discuté des développements de la situation au Moyen-Orient et des efforts déployés pour consolider l'accord de cessez-le-feu dans la bande de Ghaza, ajoute la même source.

POUR RENFORCER
LA COOPÉRATION ENTRE
L'ANP ET L'ARMÉE
INDIENNE

Le général d'armée Saïd Chanegriha en visite officielle en Inde

Le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, se rend en Inde. « Sur invitation du chef d'état-major de la Défense et secrétaire du département des affaires militaires de l'Inde, le général d'armée Chanegriha Saïda a entamé hier une visite officielle en République de l'Inde », est-il indiqué dans un communiqué rendu public par le MDN. Lors de cette visite, qui s'inscrit « dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'ANP et l'Armée indienne », les deux parties examineront les questions d'intérêt commun », y est-il ajouté.

À L'ISSUE D'UNE RENCONTRE AVEC SON HOMOLOGUE BELGE

La cheffe de la diplomatie de la RDC dénonce « l'inaction » de la communauté internationale

La ministre des Affaires étrangères de la République démocratique du Congo (RDC), Thérèse Kayikwamba Wagner, a dénoncé hier, à Bruxelles, « l'inaction » de la communauté internationale après l'offensive du M23 dans l'Est du pays. « Nous voyons beaucoup de déclarations, mais nous ne voyons pas d'actions », a déploré devant la presse la ministre congolaise, à l'issue d'une rencontre avec son homologue belge Maxime Prévot. Le M23 est parvenu la semaine dernière à s'emparer de la ville de Goma (est). Hier, le M23 a lancé une nouvelle offensive, en dépit d'un cessez-le-feu annoncé la veille à Goma, s'emparant d'une cité minière dans la province du Sud-Kivu et reprenant sa progression vers la capitale provinciale Bukavu. « Comment ce groupe armé arrive-t-il à

avoir une force de frappe qui, quasiment, neutralise une mission de maintien de la paix des Nations Unies ? », s'est-elle encore interrogée. « Nous n'allons pas ménager notre peine pour convaincre autour de nous qu'il y a urgence à faire en sorte que la communauté internationale se réveille davantage pour éviter les bains de sang (...) dans l'est du Congo », a déclaré, de son côté, Maxime Prévot. La Belgique, ancienne puissance coloniale à la fois de la RDC (ex-Zaïre), "compte parmi les pays qui ne se sont jamais cachés d'identifier l'agresseur et de mobiliser un maximum de partenaires pour être aux côtés de la RDC", a encore dit le ministre belge, qui vient d'entrer en fonctions, dénonçant un "cessez-le-feu de façade", après la reprise hier des combats.

APRÈS LE CANAL DE PANAMA, LE CANADA ET LE GROENLAND, DONALD TRUMP RÊVE D'ANNEXER GAZA

La communauté internationale dit NON au plan de Trump

L'impérialisme reprend du poil de la bête aux États-Unis. Après avoir annoncé vouloir annexer le canal de Panama, le Canada et le Groenland, le nouveau président américain a annoncé, lors de sa rencontre avec son premier invité étranger, le Premier ministre de l'occupation israélienne, qu'il allait s'appropriier Gaza, vidée de ses habitants par la force, et en faire « une propriété américaine ».



Boualem B.
S'achemine-t-on vers un nouveau Viêt Nam au Moyen-Orient ? C'est en tout cas ce que l'on pourrait croire ! Avec le tumultueux et imprévisible Donald Trump et les manœuvriers du sionisme mondial, tout est possible. On se souvient des propos d'Ariel Sharon en 2001 : « Nous, le peuple juif, contrôlons les États-Unis et les Américains le savent. » Au fil des ans, et notamment lors de la dernière guerre de Gaza, les États-Unis ont montré qu'ils étaient réellement le vassal d'Israël et qu'ils sont complètement insensibles à la tragédie et aux souffrances des Palestiniens. Au moment où le monde s'attendait à ce que Donald Trump aille dans le sens de la solution à deux États pour en finir avec l'instabilité au Moyen-Orient, il sort de son chapeau un plan de colonisation

américaine de Gaza. Finalement, tout ce qui préoccupe Donald Trump n'est rien d'autre que la sécurité d'Israël et l'expansion de son territoire. Il veut réduire au silence, mieux, éradiquer la résistance palestinienne, en installant des troupes militaires à Gaza et, en parallèle, il travaille afin de ramener tous les pays de la région dans le giron d'Israël. Il manœuvre déjà pour forcer l'Arabie saoudite à hâter le processus de normalisation afin que les autres pays musulmans suivent son exemple. Ignorant les revendications légitimes des Gazaouis, leurs souffrances et leur attachement à leur terre, Trump, dans une posture de promoteur immobilier aux grandes dents, ne voit que les gratte-ciels qu'il veut faire sortir des décombres de Gaza. Il promet de transformer l'enclave en « Riviera du Moyen-Orient », alléguant que « tous ceux à qui j'ai parlé adorent l'idée que les États-

Unis prennent possession de ce morceau de terre, le développent et créent des milliers d'emplois avec quelque chose de formidable ». Pour « faire le ménage », comme il dit, à Gaza, le président américain Donald Trump a l'intention de « forcer » plusieurs pays, dont l'Égypte et la Jordanie, à accepter les Gazaouis qu'il va évacuer par la force. Les Palestiniens n'ont-ils pas le droit à leur propre patrie ? Pour Trump, oui ! Selon lui, ils ont tout simplement le droit de vivre dans des logements décentes dans d'autres pays, pas à Gaza, où ils peuvent être heureux sans craindre les tirs israéliens ! Même si, depuis la Seconde Guerre mondiale, tous les présidents des États-Unis tra-

vaillent ouvertement pour Israël, Netanyahu n'a pas tort de dire que Donald Trump est le « meilleur ami d'Israël à la Maison Blanche de tous les temps ».

DES RÉACTIONS EN CHAÎNE

De nombreux pays européens ont exprimé leur désapprobation face au projet de Donald Trump de prendre le contrôle de la bande de Gaza. Pour ces pays, Gaza appartient aux Palestiniens et exproprier sa population est inacceptable. Pour le ministère français des Affaires étrangères, « le déplacement forcé de la population de Gaza constituerait une violation grave du droit international ». « L'avenir de Gaza ne doit pas être placé sous le contrôle d'un futur État sous l'égide de l'Autorité palestinienne », a-t-il déclaré. Il a ajouté : « Nous continuerons à nous opposer à la colonisation illégale et à toute annexion unilatérale des territoires palestiniens. » Le ministre britannique des Affaires étrangères, David Lammy, a déclaré de son côté que les Palestiniens devaient pouvoir « vivre et prospérer » à Gaza et en Cisjordanie. La ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, a abondé dans le même sens : « Gaza, comme la Cisjordanie et Jérusalem-Est, appartient aux Palestiniens, et leur expul-

sion serait inacceptable et contraire au droit international », a-t-elle déclaré. Le Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a qualifié la proposition de Trump de prendre le contrôle de Gaza et de relocaliser les Gazaouis de « très surprenante ».

LE HAMAS QUALIFIE LES PROPOS DE TRUMP D'ABSURDITÉS

Le Hamas a vivement condamné les déclarations du président américain Donald Trump et a exprimé son rejet absolu des plans trumpistes. Sami Abu Zuhri, le chef du Hamas, a déclaré que les propos de Trump sur le contrôle américain de Gaza sont absurdes et aberrants. Le responsable du Hamas a affirmé que ces propos ne serviront pas la stabilité dans la région et ne feront que jeter de l'huile sur le feu. Et d'asséner : « Nous affirmons que nous, notre peuple palestinien et ses forces vives, ne permettrons à aucun pays du monde d'occuper notre terre ou d'imposer une tutelle à notre grand peuple palestinien, qui a versé des rivières de sang pour libérer notre terre de l'occupation et pour établir notre État palestinien avec Jérusalem comme capitale. » Par ailleurs, le Hamas a appelé l'administration américaine et le président Trump à éviter ce genre de déclarations irresponsables, qui contredisent les lois internationales et les droits naturels du peuple palestinien sur sa terre. Il a également appelé la Ligue des États arabes, l'Organisation de la coopération islamique et les Nations unies à se réunir d'urgence pour condamner ces déclarations dangereuses et adopter une position ferme et historique qui défend le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et l'établissement de son État avec Jérusalem pour capitale. **B. B.**

ENCADRÉ OUVERT

Trump décrète le retrait de son pays de plusieurs instances de l'ONU

Le président américain Donald Trump a signé mardi un décret visant à retirer les États-Unis de plusieurs instances de l'ONU et à passer en revue le financement par Washington de l'organisation internationale siégeant à New York. Le décret du président américain retire notamment les États-Unis du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, une instance dont le pays n'est pas membre, mais seulement observateur. Le texte prolonge aussi la suspension de tout financement américain à l'agence de l'ONU pour

les réfugiés palestiniens (UNRWA). Le décret vise aussi à « passer en revue l'implication américaine dans l'UNESCO », l'organisation onusienne pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Dès son retour à la Maison-Blanche, le 20 janvier, Donald Trump avait signé un décret exécutif visant à retirer son pays de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un organisme qu'il avait par le passé vivement critiqué pour sa gestion de la pandémie de Covid-19.

A HARVARD

Un réquisitoire implacable contre l'occupation marocaine

Aïda Mouni

Lundi, dans l'enceinte de la prestigieuse faculté de droit de l'université Harvard, la lutte du peuple sahraoui pour son indépendance a été au centre d'une conférence réunissant des figures engagées pour le droit à l'autodétermination du Sahara occidental. Mouloud Said, ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) aux États-Unis, et Bill Fletcher Jr., coprésident de la Campagne américaine pour le Sahara occidental, ont dénoncé l'occupation marocaine et le soutien des grandes puissances occidentales à Rabat.

« AUCUNE LÉGITIMITÉ » DU MAROC SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

Dans son intervention, Mouloud Said a tenu un discours sans détour, le Maroc n'a aucune base légale pour revendiquer le Sahara occidental. « Il n'existe pas un seul document prouvant la légitimité des revendications marocaines », a-t-il déclaré devant un auditoire attentif.

Rappelant que l'ONU considère encore aujourd'hui le Sahara occidental comme un territoire non autonome, il a insisté sur le fait que la question sahraouie figurait à l'agenda des Nations unies depuis les années 1960. Or, malgré les résolutions onusiennes affirmant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, Rabat persiste à ignorer ce principe fondamental du droit international. « Ce que fait le Maroc est une occupation illégale, une violation manifeste du droit international », a martelé l'ambassadeur, soulignant que le soutien de certains États occidentaux contribue à prolonger cette situation d'occupation.

LA FRANCE, « PROBLÈME NUMÉRO UN » POUR LE PEUPLE SAHRAOUI

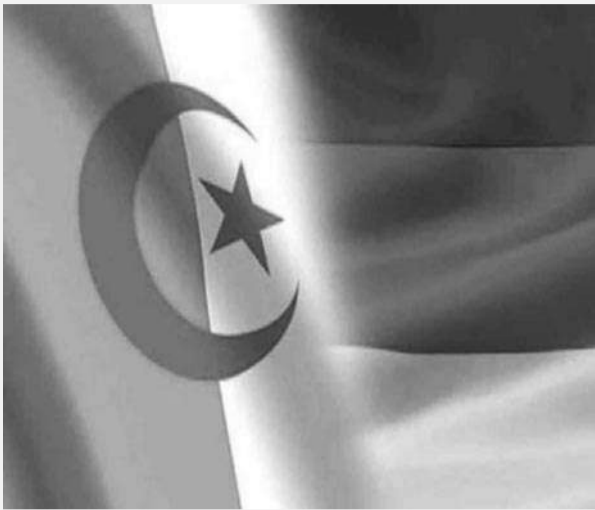
Si le soutien des États-Unis et de la France à Rabat est bien connu, Mouloud Said n'a pas hésité à pointer du doigt plus particulièrement le rôle de Paris dans ce dossier. « Le vrai problème que nous avons dans la région, le problème numéro un, ce sont les Français », a-t-il dénon-

cé. Un constat qui renvoie à l'alignement historique de la diplomatie française sur les positions marocaines, au mépris des décisions internationales. Paris a, en effet, systématiquement bloqué toute avancée substantielle au sein du Conseil de sécurité des Nations unies en faveur d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental. Un soutien qui va bien au-delà du cadre diplomatique, avec une coopération militaire et économique étroite entre les deux pays. Prenant la parole à son tour, Bill Fletcher Jr. a rappelé que plusieurs décisions émanant d'institutions internationales donnent raison aux Sahraouis. Parmi elles, les arrêts successifs de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), qui ont invalidé les accords commerciaux entre l'UE et le Maroc incluant le Sahara occidental. « Ces décisions sont cruciales sur le plan idéologique, elles montrent que nous sommes du bon côté de l'histoire », s'est félicité Fletcher. Mais au-delà des batailles juridiques, il insiste sur la nécessité de renforcer la mobilisation

citoyenne à l'échelle internationale. « Nous avons besoin de mouvements populaires en France et aux États-Unis », a-t-il plaidé, appelant à une prise de conscience accrue sur cette cause souvent marginalisée dans les débats publics occidentaux. Alors que la question sahraouie est largement occultée par les grands médias internationaux, cette conférence à Harvard a mis en lumière un conflit où le droit international est continuellement bafoué. Loin d'être une simple dispute régionale, le sort du Sahara occidental cristallise des enjeux géopolitiques majeurs, où s'entrelacent intérêts économiques, jeux d'alliances diplomatiques et stratégies militaires. Alors que la cause sahraouie peine à trouver une issue dans l'impasse diplomatique actuelle, les voix s'élèvent pour rappeler une évidence : aucune paix durable ne pourra être construite sur la base d'une occupation illégale et d'un déni de justice.

A. M.

ALGÉRIE-ALLEMAGNE Ratification de l'accord de coopération culturelle et scientifique



L'accord de coopération culturelle et scientifique entre l'Algérie et l'Allemagne signé à Alger, le 13 juin 2022, a été ratifié, selon un décret présidentiel qui vient de sortir dans le dernier numéro du journal officiel.

Les parties s'efforcent d'approfondir la connaissance mutuelle de la culture de leurs pays et de développer la coopération culturelle dans tous les domaines et à tous les niveaux. Pour améliorer la connaissance des arts, de la littérature et des

domaines connexes de part et d'autre, les parties réalisent, selon leurs possibilités, des actions appropriées et s'entraident de leur mieux, notamment en ce qui concerne : les tournées effectuées par des artistes et des troupes, l'organisation de concerts, des représentations théâtrales et autres manifestations artistiques ; l'organisation d'expositions, de conférences et de cours ; l'organisation de visites réciproques, de congrès

communs et d'autres manifestations similaires de représentants des différents domaines de la vie culturelle, notamment la littérature, la musique, les arts du spectacle vivant et les arts plastiques, qui sont destinés à développer la coopération et les échanges d'expériences ; l'encouragement de la coopération dans les domaines du livre, de l'édition, des bibliothèques, des archives et des musées, ainsi que l'échange d'experts et de matériel mais aussi la traduction d'œuvres littéraires et d'ouvrages scientifiques et techniques.

Les parties s'efforcent de permettre à toutes les personnes intéressées d'avoir accès, dans une large mesure, à la langue, la culture, la littérature, la civilisation et l'histoire de l'autre pays. Les parties appuient de leur mieux les initiatives et les institutions publiques et privées correspondantes.

APRUE : signature d'une convention avec l'université d'Alger 1.

Le directeur général de l'APRUE, M. Chabane Merouane, et le recteur de l'université d'Alger I, le professeur Fares Mokhtari, ont procédé, mardi, à la signature d'une convention de partenariat entre ces deux institutions, qui couvre plusieurs axes de coopération, dont l'élaboration de projets d'études et de recherches conjointes, la participation commune à des programmes de recherche, le renforcement des programmes de formation, l'organisation d'activités de formation, l'organisation conjointe d'événements scientifiques. "L'occasion également pour l'APRUE

d'informer et d'inciter les startups, bureaux d'études et experts de l'université à participer aux appels à projets que lance l'APRUE dans le cadre du Programme national de maîtrise de l'énergie, et de renforcer ainsi la collaboration concrète entre le secteur public, économique et le secteur scientifique", indique l'APRUE sur sa page Facebook. Par ailleurs, l'agence a souligné son intérêt à travailler avec les responsables des facultés de sciences humaines compte tenu des transformations sociologiques nécessaires pour assurer la transition énergétique ciblée.

GATMA : des réductions de 60 % sur les prix des billets durant le ramadan



Le groupe algérien de transport maritime (GATMA) envisage d'acquiescer trois nouveaux navires en 2025 pour renforcer ses capacités en matière de transport de marchandises. C'est ce qu'a révélé le PDG du groupe Mohamed Taïeb Aboud à Echourouk News. Selon lui, les nouveaux navires comprendront deux grands navires pour le transport de marchandises en vrac, d'une capacité comprise entre 50 000 et 65 000

tonnes, en plus d'un troisième navire dédié au transport de conteneurs, qui aura une capacité de 2 000 unités. Dans le cadre de l'expansion des services de transport maritime pour les passagers, M. Aboud a ajouté que le groupe a l'intention d'acheter deux nouveaux navires à passagers dans un avenir proche, ce qui contribuera à améliorer la qualité et le confort de ces derniers. Il a également annoncé une réduction des prix du transport

maritime pour les passagers pendant le mois de ramadan, puisque des réductions allant de 50 % à 60 % seront accordées sur les billets de transport maritime, et ce également en été. Concernant le développement technologique des activités du Groupe, M. Aboud a dévoilé la numérisation du système de réservation des billets de transport maritime, qui permet aux voyageurs d'effectuer des réservations en toute simplicité.

Société Générale Algérie : signature d'un accord de partenariat avec l'ESGEN

Société générale Algérie annonce la conclusion d'un partenariat avec l'école supérieure de gestion et d'économie numérique.

«Nous sommes ravis d'officialiser un partenariat stratégique avec l'ESGEN - École supérieure de Gestion et d'économie numérique dans le but de renforcer les liens entre le monde académique et l'entreprise», indique Société générale Algérie sur sa page Facebook. Cette collaboration vise à instaurer un espace d'échange entre les étudiants et les professionnels, tout en valorisant les enseignements à vocation professionnelle. La cérémonie de signature de la convention s'est tenue au sein de l'ESGEN en présence de M. Belkacem Karim, directeur des ressources humaines de Société

Générale Algérie, de M. Hachmaoui Mohamed, directeur de l'ESGEN, ainsi que de leurs délégations respectives. La banque tient à préciser également que ses équipes se mobilisent à la rencontre dans les agences d'Alger, Oran, Blida et Béjaïa pour faire découvrir à ses clients toutes les fonctionnalités de l'application SGA.

"Profitez des démonstrations tout au long du mois pour découvrir comment simplifier votre quotidien bancaire grâce à notre appli SGA. Et ce n'est qu'un début ! Nos équipes continueront de sillonner les villes d'Algérie. Prochaines destinations : Sétif, Tizi Ouzou, Bordj Bou Arreridj, Batna, Biskra, Constantine, Skikda, Annaba, Mascara et Aïn Timouchent", indique la banque.

À CAUSE DE LEURS TENUES INAPPROPRIÉES

Deux passagères expulsées d'un vol

Deux Californiennes ont été priées de quitter l'avion dans lequel elles se trouvaient car elles portaient des crop tops. Un agent de bord masculin s'est offusqué de leur tenue...

Elles devaient rejoindre La Nouvelle-Orléans depuis Los Angeles le 4 octobre dernier. Mais leur voyage à bord d'un avion de Spirit Airlines a tourné court. Comme le raconte The Sun, deux jeunes femmes ont été priées de descendre de l'avion avant même le décollage. La rai-

son ? Un membre d'équipage masculin leur a signifié que leur tenue n'était pas appropriée et qu'elles devaient mettre un habit supplémentaire.

Selon leur témoignage, elles portaient des crop tops.

Ce type de vêtement est plus court qu'un haut classique. Lorsqu'elles se sont assises à leur place, le membre d'équipage est venu leur dire de «se couvrir». D'autres femmes, légèrement couvertes en raison de la chaleur dans l'avion, ont,

semble-t-il, été choquées par la demande. Sur les réseaux sociaux, une des deux femmes a expliqué avoir été «harcelée par un agent de bord» parce qu'elle portait un haut trop court.

Si elle a concédé à mettre un pull dans un premier temps, la chaleur était telle qu'elle l'a finalement retiré. Selon son témoignage, l'agent de bord est revenu vers elle et lui aurait dit : «Mettez votre manteau (ou pull), je ne vous le demanderai pas une autre fois.» La passagère a

alors demandé s'il fallait respecter un certain code vestimentaire avec la compagnie.

Mais le membre d'équipage aurait changé de ton : «Vous allez voir ce qui va se passer», aurait-il asséné. Puis, une femme superviseur est venue et a demandé aux deux jeunes femmes de quitter l'avion. Si d'autres clientes ont tenté de les défendre, la superviseuse aurait ajouté : «Soit vous quittez le vol, soit on appelle la police.»

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@l'expressquotidien.dz

www.l'expressquotidien.dz

TEL/fax: 023.70.99.92

Service-pub@l'expressquotidien.dz

GÉRANT :

NOURDINE BRAHMI

DIRECTEUR HONORAIRE:

ZAHIR MEHDAOUI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

COOPÉRATION ALGÉRO-DANOISE DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ

Promouvoir davantage de bilatéral

Le ministre a souligné, dans ses échanges avec la diplomate danoise l'importance d'accompagner les opérations d'investissement en Algérie à travers des sessions de formation au profit du corps paramédical, affirmant que son département ministériel était «soucieux de réunir tous les moyens pour assurer aux patients une prise en charge médicale optimale

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, s'est entretenu, mardi à Alger, avec l'ambassadrice du Danemark en Algérie, Mme Katrine From Hoyer, sur les moyens de renforcer les relations de coopération bilatérale dans le domaine sanitaire, a indiqué hier, un communiqué du ministère. Cette rencontre qui s'est déroulée en présence de cadres de l'administration centrale, a été l'occasion de passer en revue et d'évaluer les relations bilatérales en vue de les promouvoir davantage, précise le communiqué, notant que les entretiens entre les deux parties ont porté sur les moyens de renforcer les relations de coopération dans le domaine sanitaire, et d'explorer les opportunités de partenariat disponibles entre les deux pays dans les domaines d'inté-

rêt commun, tant dans le secteur public que privé. A cet égard, M. Saihi a mis en avant l'importance de développer l'action bilatérale au mieux des intérêts des deux pays, saluant par là même, «la convergence de vues» entre l'Algérie et le Danemark.

Après avoir salué la présence des entreprises danoises en Algérie, le ministre a souligné l'importance d'accompagner les opérations d'investissement à travers des sessions de formation au profit du corps paramédical, affirmant que son département ministériel était «soucieux de réunir tous les moyens pour assurer aux patients une prise en charge médicale optimale».

De son côté, Mme Katrine From Hoyer, qui était accompagnée d'une délégation de l'entrepr-



se +Coloplast+ spécialisée dans le développement de produits et services sanitaires, a exprimé la volonté de son pays d'intensifier la coopération bilatérale et de renforcer la présence des entreprises danoises en Algérie, mettant en avant l'intérêt qu'accorde les entreprises de son

pays activant dans les secteurs public et privé, à l'investissement en Algérie. Elle a, à cet égard, suggéré, les domaines qui peuvent faire l'objet de coopération, d'échange d'expertises et de connaissances, et de formation entre les entreprises danoises et algériennes,

notamment la prise en charge médicale postopératoire. Au terme de la rencontre, les deux parties sont convenues de programmer des séances de travail pour discuter des questions d'intérêt commun, selon la même source.

Y.B.

LE MINISTRE DE LA SANTÉ RENCONTRE LES MEMBRES DU SNPSP

Le dialogue comme seuls moyens de restaurer la confiance

Le ministre de la Santé, M. Abdelhak Saihi, a rencontré les membres du Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP), dans le cadre d'une série de consultations et de rencontres qu'il mène avec les partenaires sociaux, indique mercredi un communiqué du ministère. Cette rencontre, qui s'est tenue mardi, a été l'occasion de réaffir-

mer l'importance du dialogue pour parvenir à des «solutions satisfaisantes» pour tous les corps, d'aborder les questions relatives aux lacunes constatées et enregistrées par ce syndicat concernant le nouveau statut, tout en tenant compte de toutes les propositions et points soulevés, précise la même source. Après avoir écouté les préoccupa-

tions du SNPSP, M. Saihi a souligné l'importance du dialogue et de la concertation pour trouver des solutions et soumettre des propositions dans «les plus brefs délais» à la commission chargée d'examiner les dysfonctionnements, afin de les porter à l'attention de l'instance compétente, ajoute le communiqué. Le SNPSP «se réunira avec la com-

mission créée par le ministre pour présenter des propositions concernant les statuts particuliers, et participera à une séance de conciliation concernant le préavis de grève», ajoute le communiqué

Accidents de la route : Quatorze blessés à Timimoun et Djelfa

Deux accidents de la circulation ont été enregistrés dans les wilayas de Timimoun et de Djelfa, faisant 14 blessés, a indiqué hier les services de la Protection civile. Le premier accident s'est produit sur la route nationale N°118, à Tinerkouk, dans la wilaya de Timimoun. Il s'agit d'une collision entre deux véhicules. Le bilan fait état de huit blessés, dont l'âge varie entre 6 et 37 ans. Les victimes, présentant des blessures de gravité variable, ont été immédiatement secourues par les éléments de la Protection civile avant d'être évacuées vers

l'hôpital local pour une prise en charge médicale. Une enquête a été ouverte par les autorités compétentes afin de déterminer les circonstances de cet accident. Plus tôt dans la matinée, vers 05h55, un autre accident s'est produit sur la route nationale N°40, en direction de Hassi Fedhoul, relevant de la wilaya de Djelfa. L'incident a été causé par le dérapage d'un véhicule. Le bilan fait état de six blessés âgés de 19 à 44 ans, souffrant de blessures diverses et de chocs traumatiques. Les équipes de secours ont pris en charge les victimes sur place avant de

les transporter en urgence vers l'hôpital local. Là aussi, une enquête a été ouverte par les autorités compétentes pour déterminer les circonstances de ce sinistre. Face à ces accidents, les services de la Protection civile rappellent «l'importance de la vigilance au volant», notamment sur les axes routiers à forte circulation. Ils recommandent «le respect strict du code de la route», «la limitation de vitesse» et «la prudence en cas de conditions météorologiques difficiles».

R.N.

A L'OCCASION DU SEPTIÈME CONGRÈS DE L'ORGANISATION, TENU MARDI À ALGER

Issam Bedrissi élu Secrétaire général

Issam Bedrissi a été élu secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) lors du septième congrès de l'organisation, tenu ce mardi à Alger. La conférence a rassemblé le ministre du Commerce intérieur et du Contrôle du marché national, Tayeb Zitouni, ainsi que des représentants de plusieurs ministères et organismes. Les délégués de toutes les wilayas et les représentants de 40 fédérations nationales affiliées à l'Union étaient également présents.

Les participants ont justifié cette élection par une reconnaissance des «efforts et acquis réalisés par le syndicat».

Dans son allocution, Bedrissi a exprimé

sa gratitude pour la confiance qui lui a été accordée, affirmant que cette élection constitue «une grande responsabilité et une opportunité de servir la nation». Il a souligné la volonté de l'organisation de jouer un rôle actif dans les grandes transformations économiques. Le nouveau mandat intervient, selon lui, à «un moment critique dans le parcours de la nouvelle Algérie, marquée par des transformations nationales et internationales majeures». Il a réitéré l'engagement «volontaire» du syndicat à accompagner la stratégie gouvernementale et à mettre en œuvre les orientations du Président de la République, notamment en matière de transformation numé-

rique et de commerce électronique.

Bedrissi a salué l'approche participative du ministère du Commerce, qui s'est traduite par un dialogue constant avec les représentants du syndicat. Cette coopération a permis d'obtenir des résultats significatifs lors du dernier ramadan, résultats qu'il souhaite maintenir en assurant la disponibilité de produits à des prix raisonnables tout au long de l'année. Il a également exhorté les commerçants à respecter des marges bénéficiaires raisonnables, à éviter la spéculation et le monopole, tout en valorisant la solidarité avec les personnes dans le besoin, conformément au principe de l'État social.

REPRÉSENTANT LA WILAYA D'ANNABA

Le ministre de l'Industrie reçoit des députés de l'APN

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb a reçu des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) représentant la circonscription électorale d'Annaba, avec lesquels il a évoqué les préoccupations des citoyens et des opérateurs économiques liées au secteur industriel dans cette wilaya, a indiqué un communiqué du ministère. Tenu mardi au siège du ministère, cette rencontre à laquelle ont pris part les députés Reda Amrane, Abdelouahab Daïra et Abdelouahab Tbessi ainsi que des cadres du ministère, a porté sur les préoccupations liées aux entreprises industrielles publiques, au secteur public commercial, à l'aménagement des zones industrielles et au foncier industriel, lit-on dans le communiqué. M. Ghrieb a apporté des réponses, des propositions et des solutions aux préoccupations soulevées qui «seront prises en charge au cas par cas», faisant savoir qu'un bureau vert sera créé au niveau du ministère pour une prise en charge urgente des projets structurants à forte valeur ajoutée ainsi que des projets prioritaires, selon la même source. Le ministre a saisi cette occasion pour présenter les grandes lignes de la stratégie du secteur élaborée par son département ministériel ainsi que les mécanismes de sa mise en œuvre, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, conclut le communiqué

ALGÉRIE-BOSNIE-HERZÉGOVINE

Perspective de coopération plus large dans l'énergie

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu, hier, au siège du ministère, le ministre de l'Énergie, des Mines et de l'Industrie de la République de Bosnie-Herzégovine, M. Vrdan Lakić.

Ce dernier était accompagné d'une délégation de l'entreprise nationale bosnienne d'électricité Energoinvest. La rencontre s'est tenue en présence du secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargé des Énergies renouvelables, M. Nourredine Yassaa, ainsi que des PDG des groupes Sonatrach, Sonelgaz et Sonarem, respectivement MM. Rachid Hachichi, Mourad Adjal et Belkacem Soltani, en plus de hauts cadres des deux parties. Les discussions ont mis en avant la profondeur des liens d'amitié historiques et solides entre les deux pays, tout en explorant les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale dans les domaines de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables. Les deux parties ont salué le partenariat existant entre Sonelgaz et Energoinvest, le qualifiant de modèle réussi de coopération.

Les échanges ont également porté sur les opportunités d'investissement et de partenariat dans les hydrocarbures, notamment le gaz naturel liquéfié (GNL), ainsi que dans la production, le transport, la distribution et la transformation de l'élec-

tricité. Par ailleurs, un accent particulier a été mis sur l'intégration des technologies modernes et le renforcement des capacités industrielles locales à travers la fabrication d'équipements et de pièces de rechange pour les industries des hydrocarbures et de l'électricité. Un autre volet majeur des discussions a concerné le développement des énergies renouvelables, notamment les projets d'énergie solaire photovoltaïque, d'hydrogène vert et d'énergie éolienne. L'objectif est d'intégrer ces sources d'énergie dans les réseaux électriques et d'accompagner la transition énergétique en améliorant l'efficacité énergétique. La coopération dans l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, les études géologiques, la cartographie, ainsi que l'exploration et la transformation des ressources minières ont également été abordées. M. Mohamed Arkab a souligné, à cette occasion, la disponibilité de l'Algérie à partager son expertise en matière d'énergie, d'exploitation des ressources naturelles et de réduction de l'empreinte carbone. Il a insisté sur l'importance d'un partenariat renforcé avec la



Bosnie-Herzégovine pour développer des projets communs bénéfiques aux deux pays. De son côté, M. Vrdan Lakić a exprimé son appréciation pour la qualité des relations bilatérales et a réaffirmé l'engagement de son pays à exploiter toutes les opportunités de coopération dans l'électricité, les énergies renouvelables et les mines. Il a salué le succès d'Energoinvest en Algérie, y voyant un signe des grandes potentialités pour une expansion du partenariat économique. Il a également affir-

mé que son pays œuvrera à renforcer la présence d'Energoinvest en Algérie en élargissant ses bureaux et en participant activement aux projets en cours et futurs, notamment dans les secteurs de l'électricité et des énergies renouvelables. La rencontre s'est conclue sur une volonté commune d'exploiter pleinement les opportunités existantes et de bâtir un partenariat stratégique et durable, au service des intérêts mutuels des deux nations.

R.E.

S'EXPRIMANT SUR LES ONDES DE LA RADIO NATIONALE

Sofiane Aouchar détaille les mesures contenues dans la LF2025

Inès B.

Le sous-directeur à la direction générale des impôts, Sofiane Aouchar, a confirmé, hier, que la loi de finances 2025 comprend plusieurs nouvelles mesures visant à soutenir et à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens, outre l'octroi d'incitations fiscales pour encourager l'investissement et créer des institutions, ainsi que le renforcement de l'équilibre du système fiscal et la facilitation des procédures de soutien du trésor public orienté vers le développement national et local. Lors de son passage à la radio chaîne 2, M. Aouchar a expliqué que ces

mesures visent essentiellement à développer l'économie nationale, à encourager l'investissement et à créer de la richesse, notamment en accordant des incitations fiscales aux jeunes propriétaires de petits projets émergents. Il a souligné que l'État cherche également à soutenir le produit national, tels que la viande, les légumineuses et le café. D'autre part, l'exportation des produits nationaux est encouragée en accordant des avantages fiscaux et douaniers. Il a également expliqué que la loi de finances 2025 a pris en compte le développement des secteurs stratégiques prioritaires, tels que l'industrie, l'agricul-

ture et le tourisme. Selon le représentant de la DGI, le secteur du tourisme bénéficiera d'importantes exonérations fiscales, puisque le taux d'imposition des établissements de services touristiques sera réduit de 19 % à 9 % jusqu'en 2027. M. Aouchar a évoqué à la fin que la direction générale des Impôts multiplie ses efforts pour numériser ses services dans le cadre d'une stratégie globale visant à améliorer le travail et à simplifier les procédures. Ces efforts comprennent des plateformes numériques telles que « Jibayatic » pour faciliter la déclaration fiscale des entreprises au niveau national, et « Mousahamatik » pour la déclaration fiscale dans certaines zones non encore liées à la plateforme « Jibayatic », en plus de la plateforme « Tabioucom » qui permet aux citoyens d'acheter des timbres fiscaux par voie électronique sans avoir besoin de se déplacer dans les bureaux des impôts. Cette plateforme accessible 24 h/24 et 7 j/7, lancée en août 2024, permet de s'acquitter des droits de timbre dus par carte Edahabia ou carte CIB, ainsi que de télécharger le reçu de paiement. Le reçu fait office de

document électronique à joindre, dans une première phase, aux dossiers de passeport délivré en Algérie, de carte nationale d'identité (pour des cas particuliers) et du permis de conduire. Ce service sera élargi pour inclure d'autres documents administratifs, à savoir le passeport délivré à l'étranger, les visas, les registres de commerce, les contrats de transport, la carte de résidence pour les étrangers ainsi que les documents consulaires. Cette plateforme, disponible en trois langues (arabe, anglais et français), est accessible via le site électronique (tabioucom.mf.gov.dz), et une cellule d'écoute a été mise en place pour recevoir les préoccupations des utilisateurs, via le courriel (tabioucom@mf.gov.dz). Ces plateformes s'inscrivent dans le cadre de la simplification des démarches administratives, afin de permettre au citoyen ainsi qu'à l'opérateur économique d'éviter les déplacements aux recettes des impôts pour s'acquitter des droits de timbre, ainsi que "d'éviter toute forme de contrebande et de falsification des timbres fiscaux".

I. B.

POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Zerrouki chez «Optimum Télécom Algérie - Djezzy»

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a effectué une visite à la société "Optimum Télécom Algérie - Djezzy", où il a inspecté diverses structures dans le cadre des sorties et rencontres de consultation qu'il mène aux sièges des opérateurs de téléphonie mobile, indique un communiqué du ministère.

Lors de cette visite, le ministre a visité et inspecté plusieurs structures et installations relevant de "Djezzy" où il s'est, également, enquis des modes de gestion des ressources humaines et des volets commercial et technique. M. Zerrouki a, en outre, visité le nouveau siège de l'entreprise où il a reçu des explications exhaustives sur ses départements en sus des différentes "solutions numériques développées par des compétences nationales en faveur du grand public et des entreprises". Au terme de sa visite, le ministre a suivi un exposé sur les indicateurs et les chiffres réalisés par l'opérateur. S'agissant de la couverture réseau, notamment téléphonique, le premier responsable du secteur a appelé à son renforcement à tra-

vers le programme du service universel à l'effet d'optimiser la qualité des prestations fournies aux citoyens, affirmant que ces efforts "seront accompagnés et soutenus par les services du ministère", conclut le communiqué.

Algérie-Bangladesh : renforcer la coopération dans les domaines des énergies renouvelables

Le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Énergie, chargé des Énergies renouvelables, M. Nouredine Yassaa a reçu, mardi au siège du ministère, une délégation de la République populaire du Bangladesh, conduite par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, M. Md. Jashim Uddin, en visite en Algérie dans le cadre de la tenue de la deuxième session du mécanisme de concertations politiques bilatérales, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de cadres du ministère, les deux parties ont passé en revue l'état des relations de coopération bilatérales et les perspectives de leur déve-

loppement dans les domaines de l'énergie, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, a précisé la même source.

Les deux parties se sont félicitées "du niveau actuel de la coopération bilatérale" et ont exprimé "leur volonté de renforcer l'action commune dans les différents secteurs, notamment en ce qui concerne l'échange d'expertise, la formation et le transfert de technologie", selon la même source.

Dans ce cadre, M. Yassaa a évoqué les réalisations de l'Algérie dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables, citant le programme national ambitieux pour le développement de

l'énergie solaire, éolienne et de l'hydrogène vert. Il a également souligné que l'Algérie "aspire à devenir un pôle régional de l'énergie propre, grâce à ses grands projets visant à réaliser la transition énergétique, tout en renforçant la coopération internationale dans ce domaine".

Pour sa part, M. Jashim Uddin a fait part de "la volonté de son pays de renforcer les relations de coopération avec l'Algérie et de soutenir les partenariats mutuellement bénéfiques dans les différents domaines prioritaires, notamment dans les secteurs de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables", conclut le communiqué.

TRANSPORTS

Mise en service fin février de la ligne ferroviaire El-Abadla-Béchar

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a précisé que "le projet, supervisé par l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires, permettra, une fois réceptionné aux citoyens de voyager de la région d'El-Abadla, à travers Béchar et jusqu'à la wilaya d'Oran, dans de bonnes conditions".



Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé, mardi à Mascara, que la ligne ferroviaire reliant la région d'El-Abadla (Béchar) à la ville de Béchar, sur une distance de 100 km, sera mise en service fin février en cours. Le ministre, dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection de plusieurs projets du secteur des transports dans la wilaya de Mascara, a indiqué que "la ligne ferroviaire pour le transport des voyageurs, reliant la région d'El-Abadla (Béchar) à la ville de Béchar sur une distance de 100 km, sera inaugurée fin février".

Mettant en exergue l'importance de ce genre de projets, qui s'inscrit dans le cadre de l'intérêt porté par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'élargissement du

réseau ferroviaire à travers le pays, il a précisé que "le projet, supervisé par l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires, permettra, une fois réceptionné aux citoyens de voyager de la région d'El-Abadla, à travers Béchar et jusqu'à la wilaya d'Oran, dans de bonnes conditions".

Le ministre a déclaré que cet accomplissement est le fruit des efforts considérables déployés par les cadres du secteur ferroviaire pour relever le défi de réaliser de nombreux projets ferroviaires à travers le pays, assurant que l'Etat met en œuvre toutes les ressources humaines et matérielles pour concrétiser ces projets dans un avenir proche. Dans ce contexte, le premier responsable du secteur a fait savoir que des études ont été lancées pour

réhabiliter la ligne ferroviaire reliant la région de Mohammadia (Mascara) à la wilaya de Saïda, en passant par la ville de Mascara. Lors de sa visite du chantier de réalisation d'un tunnel au centre de la commune de Mohammadia, le ministre a souligné "l'importance de ces projets supervisés par l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), qui facilitent le passage des trains ainsi que des véhicules dans cette zone, qui souffre de congestion routière". Il a ajouté que ce projet devra être livré en avril prochain, insistant sur la nécessité de renforcer l'effectif du chantier. Selon les explications fournies par les cadres de l'agence, les travaux de réalisation de ce tunnel, d'une longueur d'environ 200 mètres,

ont débuté en 2022 et que le projet a bénéficié d'un financement de 1,5 milliard de dinars. Le ministre a également inspecté les ateliers de maintenance du matériel de la Société Nationale des Transports Ferroviaires (SNTF) dans la même commune, saluant les efforts des travailleurs qualifiés pour la maintenance et la réparation des trains, tout en appelant à un meilleur suivi de la formation des stagiaires et au développement de leurs compétences en matière de maintenance des locomotives et des wagons.

A l'aéroport de la commune de Ghriiss, M. Sayoud a également évoqué le projet d'extension de la piste d'atterrissage, qui devra passer de 1,7 km à 2,4 km, afin de permettre son exploitation future pour deux vols par semaine.

ORAN

LE CROISSANT ROUGE ALGÉRIEN COMPTE FORMER PLUS DE 20.000 SECOURISTES

Le Croissant rouge algérien (CRA) prévoit de former plus de 20.000 secouristes en 2025, dans le cadre de son programme "Un secouriste dans chaque foyer", a indiqué, mardi, le président de la commission nationale de gestion des catastrophes au sein de l'organisation, Tahar Ksouri. Le Croissant rouge algérien "œuvre à doubler le nombre de secouristes formés au niveau de ses structures à travers le pays, dans le cadre du programme 'Un secouriste dans chaque foyer' pour l'année en cours, afin d'atteindre plus de 25.000 secouristes, après avoir dépassé les 10.000 secouristes l'année dernière", a souligné M. Ksouri, dans une déclaration à l'APS, en marge de l'ouverture de la session de formation régionale pour les formateurs en premiers secours au village méditerranéen d'Oran. Il a également indiqué que "10 sessions de formation ont été programmées pour l'année 2025, spécifiquement pour la formation de formateurs, en collaboration avec la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dont bénéficieront environ 500 formateurs, qui se chargeront à leur tour de former les secouristes au niveau local". De son côté, Dr Bachir Saâd, président de la commission nationale des premiers secours du Croissant rouge algérien, a souligné que "la première session de formation des formateurs en premiers secours de l'année 2025, qui débute aujourd'hui à Oran avec la participation de 10 wilayas de l'ouest du pays, vise à augmenter le nombre de formateurs en premiers secours en Algérie et à renforcer la culture des premiers secours parmi la population". Dr Saâd a ajouté que "la session de formation, qui dure 4 jours, comprend l'acquisition par les formateurs de compétences en premiers secours et de compétences pédagogiques sur la manière d'interagir avec les participants aux formations et de transmettre les informations dans les meilleures conditions possibles". Selon l'intervenant, l'accent sera mis, pendant la formation en premiers secours, sur les interventions et sauvetages lors des accidents domestiques, de la route, de travail et dans les espaces récréatifs et sportifs, qui sont des lieux où des incidents surviennent continuellement.

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIZI-OUZOU
DAIRA DE AIN-EL-HAMMAM
COMMUNE DE AIT YAHIA

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE N° 03/2025
NUMERO D'IDENTIFICATION FISCALE (NIF) : /

Conformément à la loi n° 23-12 DU 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et conformément aux dispositions des articles 65 et 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le président de l'assemblée populaire communale d'Ait Yahia, Wilaya de Tizi-Ouzou informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N°01/BM/2025 du 06/01/2025, en vue de la Réalisation du projet portant :

PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE (année 2025)

Lot N°01: Alimentation Générale Lot N°02: fruits et légumes
Lot N°03: Viandes Lot N°04: pain

Paru dans les quotidiens nationaux: l'express et الاخبارية en date du 06/01/2025 et le BOMOP ANEP N° 2516000194, que à l'issue de la procédure d'évaluation des offres techniques et financières effectuée par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres, le marché alloué concernat « la PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE (année 2025) », est attribué provisoirement aux soumissionnaires suivant, selon les critères d'évaluations prévus dans le cahier des charges, selon le tableau ci-dessous:

N°	Intitulé de l'opération	Fournisseur Retenue et numéro d'identification fiscale	Adresse du siège sociale :	délaï de livraison	Note total de l'offre technique /50point	Montant de l'offre financière	OBSERVATION
01	PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE (année 2025) Lot N°01: Alimentation Générale	AZZABENE AMOKRANE NIF : 187152700010107	local N°02 AIT HICHEM -AIT YAHIA	24 heures	48 pts	Min : 3 553 450,00 DA Max : 6 403 490,00 DA	Seul soumissionnaire
02	PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE (année 2025) Lot N°02: fruits et légumes	AZZABENE AMOKRANE NIF : 187152700010107	local N°02 AIT HICHEM -AIT YAHIA	24 heures	48 pts	Min : 3 592 120,00 DA Max : 6 477 040,00 DA	Seul soumissionnaire
03	PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE (année 2025) Lot N°03: Viande	SAADA MARZOUK NIF : 18015500117310600000	RUE BOUNOUAR M'HANA COMMUNE AIN EL HAMMAM	03 heures	38 pts	Min : 1 788 510,00 DA Max : 3 225 750,00 DA	Moins disant
04	PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE (année 2025) Lot N°04: pain	AZZABENE AMOKRANE NIF : 187152700010107	local N°02 AIT HICHEM -AIT YAHIA	24 heures	43 pts	Min : 424 447,50 DA Max : 765 000,00 DA	Seul soumissionnaire

Aussi, et conformément à l'article 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire son recours dans les 10 jours, à compter du premier jour de la première publication de cet avis dans le BOMOP et la presse, si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant au pré de la commission des marchés communale, passé ce délai aucun recours ne sera pris en considération. Tout soumissionnaire intéressé peut prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, leurs offres techniques et financières auprès du bureau des marchés publics de la commune au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché dans le BOMOP et la presse.

L'EXPRESS DU 06/02/2025 ANEP : N° 2516003773

A CONSTANTINE Ouverture prochaine de huit marchés de proximité

Huit marchés de proximité seront ouverts à travers diverses communes de la wilaya de Constantine durant le mois de Ramadhan prochain.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur du secteur, Sid Ali Merdas, a précisé que cette démarche intervient conformément aux directives des autorités publiques visant garantir des prix compétitifs et abordables et une meilleure qualité des produits proposés, notamment ceux de large consommation, soulignant que l'ensemble des endroits devant abriter ces espaces commerciaux ont été déjà désignés. Par ailleurs, pas moins de 196 agents de contrôle répartis sur 98 brigades seront mobilisés pour l'organisation et l'inspection de ces espaces commerciaux qui seront aménagés dans les daïras de Constantine, de Hamma Bouziane, de Zighoud Youcef, d'Ain Abid, d'Ibn Ziad, d'Ain Smara, d'El Khroub et de la circonscription administrative Ali Mendjeli, a ajouté M. Merdas, indiquant que 51 brigades ont été réservées pour le contrôle des pratiques commerciales, tandis que 47 autres sont liées à la répression des fraudes. Dotées de moyens nécessaires, ces équipes de contrôleurs sont appelées à assurer le contrôle sur le terrain de manière régulière pendant tous les jours du mois de Ramadhan, sur la base de programmes d'intervention prévus pendant la journée et après El Iftar, dans ces marchés ainsi que les autres locaux commerciaux de la wilaya dont les fast-food et les restaurants, a-t-on indiqué.

Il est à signaler que le secteur du commerce dans la wilaya de Constantine compte actuellement plus de 89.000 commerces toutes activités confondues, répartis sur les douze communes.

DES TECHNIQUES POUR MIEUX GÉRER LE STRESS

Comment lutter contre l'épuisement professionnel

Le burn-out se répand de plus en plus dans le milieu du travail. Ce syndrome se manifeste principalement psychologiquement et émotionnellement, mais il peut également entraîner des symptômes physiques comme la fatigue, les troubles du sommeil, les douleurs musculaires ou articulaires, les troubles digestifs et maux de ventre ou encore des céphalées.

De plus en plus de travailleurs souffrent de burnout ou l'épuisement professionnel. Il s'agit d'un ensemble de réactions consécutives à des situations de stress professionnel chronique dans lesquelles la dimension de l'engagement est prédominante. Il se caractérise notamment par un sentiment d'être vidé de ses ressources émotionnelles.

Selon les experts, de nombreuses professions sont exposées au risque de burnout, telles que les professions d'aide, de soins, de l'enseignement... Toutefois le burnout peut également toucher d'autres secteurs d'activité susceptibles de mobiliser et d'engager les personnes sur des valeurs professionnelles très prégnantes.

Il faut savoir que l'épuisement professionnel étant une conséquence du stress au travail, les facteurs de risque identifiés sont globalement ceux relatifs aux risques psychosociaux comme la surcharge de travail et la pression temporelle,

le faible contrôle sur son travail, le manque de soutien social, le manque d'équité au travail ainsi que l'insécurité de la situation de travail.

Selon les experts, « les manifestations de l'épuisement professionnel, plus ou moins aiguës, peuvent être d'ordre émotionnel (sentiment de vide, d'impuissance, perte de confiance en soi, irritabilité, pessimisme, attitude «



bureaucratique...), cognitif comme des difficultés de concentration, indécision, difficultés à faire des opérations simples mais aussi physique comme une fatigue généralisée, maux de tête, de dos, tensions musculaires ou encore des troubles du sommeil pour ne citer que ceux-là. La personne touchée par ce syndrome va développer un comportement d'isolement, agressivité ou encore impulsivité.

« La symptomatologie du burnout est de fait assez complexe et peu spécifique. Elle peut évoluer vers la dépression ou l'anxiété », préviennent les experts.

Aussi, afin de prévenir l'apparition du phénomène d'épuisement professionnel, les experts de santé préconisent de veiller à ce que l'organisation du travail et les contraintes qu'elle génère ne surchargent pas les salariés et ne les mettent pas en porte-à-faux vis-à-vis des règles et des valeurs de leur métier. Il convient également de permettre le travail en équipe ou encore de favoriser le soutien social et de mettre en place des mesures de prévention dans l'objectif de faire diminuer les exigences professionnelles qui pèsent sur les salariés et d'augmenter les res-

sources à leur disposition.

Les experts, recommandent des techniques de bien-être pour lutter contre le stress du quotidien, en commençant à fixer des limites et s'imposer une discipline, comme par exemple ne pas consulter les emails de travail ou répondre aux coups de fil pros après une certaine heure et pendant les jours de congé. Autre point important, prendre soin de soi avant tout et prendre le temps de s'occuper de soi, trouver un équilibre, faire des micro-pauses et pratiquer la micro-détente sont également vivement conseillés.

En effet, les micro-pauses sont de minuscules pauses imprévues pendant la journée de travail. « Les dernières recherches révèlent que des micro-pauses de cinq ou dix minutes sont une bonne solution pour tenir tout au long de la journée. Il est recommandé aussi de faire la micro-détente, cinq minutes ou moins, tout au long de la journée.

Si la gestion du stress au quotidien et sur le long terme est un élément clé de la lutte contre l'épuisement professionnel, se faire conseiller peut être l'élément déclencheur pour sortir la tête de l'eau, tout comme changer sa façon de voir les choses. Chérir les petites victoires. Chérir les petites victoires

Rien de mieux pour reprendre confiance en soi que de chérir les petites victoires car lorsque l'on s'est effondré, notre niveau d'estime de soi baisse. C'est pourquoi, il faut commencer par se fixer un seul objectif à la fois (faire la cuisine, lire quelques pages d'un livre...). Les experts conseillent également d'évacuer le stress en pratiquant une activité physique régulière.

A.B.

ENVIRONNEMENT

Le microplastique s'accumule dans notre cerveau

Les nanoparticules de plastique s'infiltrent partout dans notre corps et même dans notre cerveau. C'est ce que dévoile une nouvelle étude publiée récemment.

Il faut savoir que les microplastiques sont des nanoparticules — ultra-fines — de plastique. Ils s'accumulent partout, en masse. L'Arctique en est pollué. On en trouve dans la pluie.

On en trouve au fond de nos poumons. On en trouve dans le sang humain. On en trouve dans le sperme. On en trouve dans les placentas. Heureusement, notre cerveau est épargné... n'est-ce pas ? La réponse est non : le cerveau est tout aussi contaminé par les microplastiques. Nulle partie de notre corps ne semble y échapper.

Une étude publiée le 3 février 2025 dans Nature Medicine s'est penchée sur l'examen post-mortem de tissus cérébraux, entre 1997 et 2024. Les scientifiques ne se sont pas contentés d'y trouver des traces de micro- et nanoplastiques. Ils ont identifié



une tendance significative à la hausse du nombre de ces plastiques.

En 2016, la quantité en microgrammes (µg) de microplastique dans les tissus étudiés était légèrement supérieure à 3 000 µg. En 2024, cela s'approche de 5 000 µg. On compte une augmentation de quasiment 50 % en huit ans. Depuis 1997, elle est encore plus élevée. À l'échelle de

chaque fragment, les particules de plastique trouvées — des éclats et flocons — ne font que quelques nanomètres (un milliardième de mètre). Ils proviennent de la dégradation de morceaux plus gros de plastique, ou encore des vêtements.

Le plastique le plus couramment identifié dans cette étude, au sein des cerveaux, est le polyéthylène, à hauteur de 75 %. On

le trouve dans les sacs plastiques, les emballages de produits alimentaires, et les bouteilles. Les auteurs n'ont pas trouvé de différence dans la proportion de microplastique en lien avec l'âge, le sexe, l'origine ni même la cause du décès. L'accumulation était plus élevée chez les personnes atteintes de démence, mais l'étude n'était pas en mesure de trouver un lien de causalité entre les deux.

« Ces résultats soulignent la nécessité de mieux comprendre les voies d'exposition, les voies d'absorption et d'élimination et les conséquences potentielles des plastiques sur la santé dans les tissus humains, en particulier dans le cerveau », indiquent les auteurs dans leurs conclusions. Cette tendance à la hausse reflète l'augmentation de la pollution plastique dans son ensemble. Une étude parue en 2022 alertait : dans les vingt prochaines années, nous pourrions passer de 10 millions de tonnes de plastique déversées dans la nature à... 30 millions.

SUÈDE

Une fusillade fait «une dizaine» de morts

Selon la chaîne de télévision suédoise TV4, le tueur présumé serait un homme de 35 ans qui a succombé à ses blessures. La police a perquisitionné son domicile à Örebro en fin de journée, et il a été confirmé qu'il disposait d'un permis de port d'arme et qu'il n'avait aucun antécédent judiciaire.

Une fusillade a fait «une dizaine de morts», mardi, dans un centre d'enseignement pour adultes situé à Örebro, ville suédoise située à quelque 200 kilomètres à l'ouest de la capitale, Stockholm. Selon des médias locaux, des tirs à l'arme automatique ont résonné dans le quartier de Västhaga, où l'incident s'est produit, la situation restant tendue pendant une partie de l'après-midi, avec une forte présence policière dans le quartier. Le chef de la police d'Örebro, Roberto Eid Forest, a déclaré lors d'une conférence de presse : «Une dizaine de personnes sont mortes aujourd'hui».

Le précédent bilan faisait état de quatre blessés et mentionnait que le tireur présumé avait également été blessé. Des témoins ont rapporté des scènes de chaos, alors que les élèves et le personnel du centre d'enseignement et des établissements scolaires voisins ont été confinés dès les premiers tirs, vers 12 h 30 (heure locale). La police avait demandé au public de se tenir éloigné de la zone. «Le danger n'est pas écarté. Le public doit continuer à se

tenir à l'écart de Västhaga», avait-il été précisé vers 14h15. L'évacuation a été progressivement organisée par la police, après que le danger immédiat eut été écarté.

La situation a poussé les urgences de l'hôpital de la ville à se réorganiser pour faire face à l'arrivée de blessés. Selon le quotidien Aftonbladet, des mesures d'urgence ont été mises en place afin de gérer le flux de victimes. Selon la chaîne de télévision TV4, le tueur présumé serait un homme de 35 ans qui a succombé à ses blessures. La police a perquisitionné son domicile à Örebro en fin de journée, et il a été confirmé qu'il disposait d'un permis de port d'arme et qu'il n'avait aucun antécédent judiciaire. «L'auteur n'est pas connu de la police, il n'a aucun lien avec un quelconque gang, nous estimons qu'il n'y aura pas d'autres attaques», a expliqué Roberto Eid Forest. Le Premier ministre suédois, Ulf Kristersson a réagi, dans un message sur le réseau social X, déclarant : «C'est avec tristesse que j'ai appris le terrible acte de violence survenu Örebro. Mes pensées vont aux



victimes et à leurs familles».

Et d'ajouter : «C'est un jour très douloureux pour toute la Suède. Mes pensées vont également à tous ceux dont la journée scolaire normale a été remplacée par l'horreur. Être enfermé dans une salle de classe, craignant pour sa vie, est un cauchemar que personne ne devrait avoir à vivre.» L'un des enseignants, Petter Kraftling, a relaté son expérience sur le site Internet du syndicat des enseignants suédois Vi lärare : «J'ai entendu

des coups de feu, je me suis donc barricadé et j'attends des nouvelles. Nous avons déclenché une alarme dans l'application de sécurité et je communique avec mes collègues.»

Selon le site Internet du «Campus Risbergsgka», théâtre de la fusillade, l'établissement est fréquenté par des étudiants âgés de plus de 20 ans, auxquels il est proposé des cours de niveau primaire et secondaire, des cours de Suédois pour les immigrés, ainsi que des forma-

tions professionnelles et des programmes pour des adultes en situation de handicap

Une enquête a été ouverte pour «tentative de meurtre, incendie criminel et infraction aggravée à la législation sur les armes». Les enquêteurs cherchent à comprendre les motivations du tireur et à déterminer les circonstances exactes de cette attaque qui constitue l'un des pires actes de violence à arme à feu dans un établissement scolaire de l'histoire de la Suède.

MEXIQUE

Déploiement de 10 000 soldats à la frontière américaine

Le Mexique a commencé mardi à déployer 10.000 soldats à la frontière avec les Etats-Unis, comme promis la veille en échange d'une suspension de la menace américaine d'imposer des droits de douane de 25 % sur les produits mexicains, a annoncé sa présidente, Claudia Sheinbaum. «On a déjà commen-

cé à envoyer (les militaires)», a déclaré la présidente mexicaine, lors d'une conférence de presse matinale.

La cheffe de l'Etat a précisé que les soldats avaient été mobilisés dans des Etats qui «n'ont pas autant de problèmes de sécurité». «Il s'agit d'un déploiement qui ne laisse pas le reste du pays sans sécu-

rité», a-t-elle affirmé. La presse mexicaine fait état depuis mardi matin de la mobilisation de militaires et de membres de la Garde nationale vers différentes villes à la frontière avec les Etats-Unis, telles que Tijuana et Matamoros. Lundi, les deux chefs d'Etat ont annoncé quasi simultanément que les

Etats-Unis avaient suspendu pour un mois l'application de droits de douane, qui devaient renchérir de 25% le prix des importations depuis le Mexique à compter de mardi.

En échange, le Mexique s'est engagé à dépêcher 10.000 soldats à la frontière avec les Etats-Unis.

JAPON

Des chutes de neige record frappent le nord du pays

Depuis lundi, Obihiro, la ville la plus septentrionale de l'île japonaise de Hokkaido, a connu d'importantes chutes de neige pendant plus de 12 heures, établissant un record pour le pays avec un total de près de 130 centimètres, selon l'Agence météorologique japonaise. La tempête, due à une dépression et à de l'air humide, a entraîné des chutes de neige de 129 centimètres, a indiqué l'agence. Tous les vols ont été annulés à l'aéroport d'Obihiro, dont la piste d'atterrissage était entièrement recouverte de neige, tandis qu'un petit bateau a été enseveli sous la neige, selon la chaîne de télévision NHK. La police aurait reçu une vingtaine de rapports concernant des voitures bloquées par la neige. La région de Kushiro-Nemuro, dans l'est de Hokkaido, a éga-

lement connu des chutes de neige record. Les autorités ont déclaré que bien qu'il s'agisse du pic des chutes de neige pour ces régions, d'autres zones telles que la côte de la mer du Japon, du nord à l'ouest, devraient connaître davantage de chutes de neige. Les provinces de Hokuriku et de Niigata devraient enregistrer 100 centimètres de neige dans les heures à venir, selon les prévisions. La population a été invitée à prendre des précautions, notamment en équipant les véhicules de pneus d'hiver et en transportant des équipements d'hiver. L'agence météorologique a également recommandé à la population de rester vigilante face aux vents violents, aux mers agitées, aux avalanches et aux perturbations potentielles des transports.

RD CONGO

Les combats ont fait au moins 900 morts, selon l'OCHA

Les récents combats à Goma, en République démocratique du Congo (RDC), ont fait au moins 900 morts et environ 2880 blessés, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA). Un rapport publié lundi par le bureau de l'OCHA, affirme qu'au moins 900 personnes ont été tuées et environ 2880 blessées lors des affronte-

ments». Dans son rapport, l'OCHA fait savoir que «de nombreux corps jonchent encore les rues de Goma, augmentant le risque de propagation de la Mpox dans la ville», précisant que cette situation sanitaire critique «inquiète les autorités et les organisations humanitaires». Elle alerte aussi sur la situation dans le territoire de Nyiragongo où la quasi-totalité

des sites de déplacés situés sur l'axe Kanyaruchinya ont été détruits et vidés de leurs occupants, alors que les installations d'eau, les latrines et les structures de santé ont également été ravagées. Les déplacés qui s'étaient réfugiés à Goma, ont commencé à retourner dans leurs localités d'origine sur l'axe Kibumba-Rutshuru, malgré les risques pour leur sécurité».

SOUDAN

Six morts dans le bombardement d'un hôpital à Omdurman

Un bombardement a frappé l'hôpital Al-No à Omdurman, à l'ouest de Khartoum, causant la mort de six personnes et blessant 38 autres, ont annoncé mardi les autorités soudanaises. Le ministère de la Santé a précisé que parmi les blessés figurent un ouvrier et un membre du personnel médical. L'attaque, attribuée aux Forces

de soutien rapide (FSR), a gravement touché l'établissement de santé, où les équipes médicales ont immédiatement pris en charge les victimes. Le Réseau des médecins soudanais a dénoncé un bombardement «délibéré» en violation des lois internationales interdisant de cibler les infrastructures médicales et civiles.

HUITIÈMES DE FINALE DE LA COUPE D'ALGÉRIE DE FOOTBALL

Des affiches explosives

Des affiches explosives sont programmées, ce week-end, pour le compte des huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie de football, dont le choc qui opposera le MC Oran à l'USM El Harrach.

Marouane A.

Dans le très beau stade Miloud Hadeï d'Oran, l'empoignade qui mettra aux prises, les Hamraoua à la formation harrachie devrait être très disputée, surtout que l'heure sera aux retrouvailles entre les deux équipes qui ne sont pas rencontrées depuis longtemps, après la rétrogradation de l'USMH en Ligue 2. Les Oranais qui traversent une étape difficile ces derniers temps, devraient sonner la révolte, surtout avec la qualification de leur nouvel entraîneur, Amrani, ainsi que l'arrivée de nouvelles recrues, entre autres Moulay. Pour sa part, l'USMH avec ses nouvelles recrues, et surtout l'ancien joueur de l'ES Tunis, Bilal Bensaha, se déplacera à Oran en conquérant et tentera de refaire le coup du précédent match de

cette compétition face à la JSK. Toutefois, la compétition populaire reste imprévisible et on ne peut émettre aucun pronostic définitif, sachant que le match peut durer 90, voire 120 minutes, tout comme il peut aller jusqu'aux tirs aux buts. L'Entente de Sétif, un spécialiste de Dame Coupe jouera un derby des Hauts Plateaux face à la deuxième formation d'El Eulma, l'Amel El Eulma. Les Sétifiens qui se sont bien renforcés lors de ce mercato d'hiver et qui enregistrent le retour de leur ancien entraîneur tunisien, El Kouki, visent un meilleur parcours et souhaitent surtout décrocher un titre et ils feront, donc, tout ce qui est en leur possibilité pour aller le plus loin possible dans cette épreuve. Ils devront, néanmoins, faire très attention à cette équipe de l'AEE qui se donnera à fond pour créer la sensation et se qualifier.



LA JSHD POURSUIVRA-T-ELLE L'AVEVENTURE ?

S'il y a une équipe qui a créé la sensation au tour précédent, c'est sans aucun doute, la JS Hay El Djebel, une équipe dépendant d'une des circonscriptions d'El Harrach, à savoir Bourouba, et

qui avait éliminé le Paradou AC, une formation de Ligue 1 Mobilis, après l'avoir battue sur le score de (3/2). La JSHD affrontera, cette fois-ci, une équipe qui évolue dans le même pallier qu'elle en Inter-Régions, à savoir, le MO Béjaïa. Les gars de Bourouba se

donneront à fonds pour continuer l'aventure, mais ils se doivent d'être prudents face aux Bougiotes qui sont en tête du classement du groupe Centre-Est et qui carburent à plein régime. Le match qui opposera l'US Biskra à l'ES Mostaganem verra une équipe de Ligue 1 quitter cette compétition et devrait être aussi disputé. Les gars de la ville des Zibans partent avec les faveurs du pronostic, étant donné qu'ils évolueront à domicile, mais les Mostaganémois ne seront pas une proie facile et se donneront à fond pour décrocher le billet qualificatif au prochain tour. Enfin, la rencontre CR Témouchent-CR Béni Tamou, devrait tourner en faveur des Témouchentois qui restent déterminés à aller de l'avant.

LE PROGRAMME :

Vendredi 7 février 2025 :
US Biskra-ES Mostaganem
A El-Eulma-ES Sétif
MC Oran-USM El Harrach
CR Témouchent-CR Béni Tamou
MO Béjaïa-JS Hay Djebel

JUDO

Le Congrès de l'Union africaine 2027 se tiendra en Algérie

Le Congrès de l'Union africaine de judo 2027 se tiendra en Algérie, en marge des Championnats d'Afrique seniors (messieurs et dames), a indiqué la Fédération algérienne de la discipline (FAJ) mardi. "Cette décision a été prise à l'issue d'une réunion, tenue récemment entre Yacine Sillini (président de la Fédération algérienne FAJ), Sitney Randrianasoloniaiko (président de l'Union africaine UAJ) et Mohamed Meridja (membre de la Fédération internationale FIJ)", a précisé l'instance fédérale sur ses réseaux sociaux. A rappeler qu'outre ces Championnats d'Afrique des nations (individuels et par équipes mixtes) de 2027, l'Algérie accueillera les Championnats d'Afrique des clubs de 2026, et qui seront jumelés avec l'Open Africain seniors, juniors et cadets de la même année. La signature des contrats d'organisation de ces compétitions s'est tenue en marge de l'Assemblée générale électorale de l'UAJ. Lors de cette même AGE, l'Algérien Mohamed Meridja a été élu vice président de l'instance africaine, alors que Yacine Sillini a été désigné président de la commission des projets spéciaux de l'UAJ.

EQUITATION

L'AG ordinaire de la FEA fixée pour jeudi à Oran

L'assemblée générale ordinaire de la Fédération équestre algérienne (FEA) aura lieu, jeudi prochain à la salle de conférence du complexe sportif "Miloud Hadeï" d'Oran, a-t-on appris de l'instance fédérale. "L'AGO du jeudi devra être suivie, 15 jours plus tard (21 février), de l'Assemblée électorale pour le prochain mandat olympique 2025-2028", a ajouté la FEA. Les membres statutaires de l'assemblée ordinaire convoqués pour cette séance ordinaire passeront en revue les différents bilans (moral, financier et technique) de l'exercice 2024, ainsi que l'évaluation quadriennale du mandat olympique 2021-2024, et examiner également le rapport du commissaire aux comptes jusqu'au mois de septembre dernier. Après l'examen de ces bilans pour approbation, les membres procéderont à l'installation des commissions de candidatures, de recours et de passation de consignes, en vue de la tenue de l'Assemblée générale électorale (AGE) pour le mandat olympique 2025-2028 fixée au 21 février au même endroit et à la même heure.

IBRAHIMOVIC JUSTIFIE LE DÉPART DE BENNACER À L'OM

«Il voulait une nouvelle aventure»

Déjà bien fourni au milieu de terrain, l'OM a enregistré lundi l'arrivée d'Ismaël Bennacer en provenance de l'AC Milan. Régulièrement handicapé par les blessures, l'Algérien s'est pourtant rendu indispensable chez les Rossoneri. Mais ce mardi, au lendemain de la clôture du mercato hivernal en France, Zlatan Ibrahimovic a justifié le départ du joueur des Fennecs. "En réalité, c'est lui qui a demandé à partir", a confirmé le dirigeant du club lombard en marge de

la présentation de Santiago Gimenez à Milan. "Ismaël a été un joueur très important pour nous." Prêté avec option d'achat à l'OM, Ismaël Bennacer tentera d'y trouver sa place au côté des Rongier, Rabiot et autres Hojbjerg. Mais le milieu axial semblait déterminé à rejoindre le club phocéen. Un peu comme s'il avait fait le tour de la question, et de son football, à Milan qui a recruté l'ancien Nancéien Warren Bondo pour succéder à l'Algérien de 27 ans. "Si un

joueur veut autre chose, il ne doit pas rester ici", a renchéri Zlatan Ibrahimovic lors de son passage devant les médias de manière très limpide. "Il voulait une nouvelle aventure." Et l'ancien buteur vedette du PSG et de la Suède de conclure: "Nous avons cherché la meilleure solution pour lui et pour nous." Somme toute, un départ sans fracas mais inéluctable pour Ismaël Bennacer qui va désormais tenter de s'imposer dans le onze de Roberto De Zerbi.

CR BELOUZDAD

Un allemand nommé nouvel entraîneur

Le CR Belouizdad vient d'annoncer l'arrivée d'un nouvel entraîneur après le départ d'Abdelkader Amrani il y a quelques semaines. Il s'agit de l'allemand d'origine serbe Sead Ramovic, âgé de 45 ans et qui exerçait chez les Young Africans en Tanzanie, après un long passage en Afrique du Sud. Avec les Young Africans où il est arrivé en

novembre, il a notamment perdu les deux derniers matchs de Champions League contre le MC Alger et Al Hilal, ce qui lui a valu une élimination de la compétition. Ancien gardien de but ayant évolué notamment en Bundesliga du côté de Wolfsburg, il a commencé sa carrière d'entraîneur en Serbie en tant qu'adjoint à Navo Pazar 2015

et compte à son palmarès une finale de Coupe d'Afrique du Sud. Il s'agit du second allemand à exercer en Algérie actuellement après Zinnbauer à la JS Kabylie. Pour rappel c'est le troisième entraîneur du CRB cette saison après Corentin Martins et Abdelkader Amrani, sans oublier l'intérim de Samir Houhou.

JS KABYLIE

Le contrat de Lounas Adjout résilié

La JS Kabylie, sociétaire de la Ligue 1 Mobilis de football, a annoncé mardi avoir procédé à une résiliation à l'amiable du contrat professionnel qui la liait à l'attaquant Lounas Adjout.

Le joueur de 23 ans avait débarqué l'été dernier à Tizi-Ouzou, en provenance du CR Belouizdad, un autre pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis, et il avait paraphé un contrat de deux ans, soit jusqu'au 30 juin 2026.

Quelques heures plus tôt, la direction des Canaris avait procédé à la résiliation du contrat du milieu défensif malien Sadio Kanouté, qui lui était signataire d'un bail courant jusqu'à l'été 2025.

L'international malien de 28 ans avait lui aussi rejoint la JSK lors du mercato d'été, en provenance du club tanzanien SC Simba, sur demande de l'ancien entraîneur kabyle, Abdelhak Benchikha. Seulement, et à

l'instar d'Adjout, Kanouté n'avait pas réussi à apporter le plus qu'on attendait de lui à la JSK et c'est ainsi qu'il a été décidé de le libérer. Le club pourra récupérer ainsi des licences en cette fin du mercato hivernal lui permettant d'engager des joueurs qui lui seront utiles dans ce qui reste du parcours en championnat. Pour rappel, la période hivernale de transferts se clôturera ce mercredi 5 février, à minuit.

ATHLÉTISME / MEETING INDOOR D'OSTRAVA

3e place pour Slimane Moula au 800m

Le demi-fondiste algérien Slimane Moula a décroché la troisième place au 800m du meeting indoor Gold Ostrava, disputé mardi soir à Vitkovicie en République tchèque. L'Algérien (26 ans) a

décroché la 3e place dans le temps de 1:45.50, alors que la première place est revenue au Belge Eliott Crestan (1:44.69), devant l'Italien Catalin Tecuceanu (1:45.35). C'est la première sortie en salle du demi-

fondiste algérien après une longue période d'absence à l'issue de sa participation aux Jeux olympiques 2024 de Paris, marquée par une qualification aux quarts de finale de la spécialité.

APRÈS LE TACLE POLÉMIQUE SUR MBAPPÉ

Vers une exclusion des arbitres du match Espanyol-Real Madrid

Une mise au repos forcée. L'arbitre espagnol Alejandro Muñoz Ruiz et son assistant vidéo Iglesias Villanueva, sous le feu des critiques du Real Madrid, pourraient bien être privés de match pendant un mois. Marca rapporte que le Comité technique des arbitres (CTA) aurait d'ores et déjà décidé de ne pas confier de matchs aux deux hommes pour les prochaines semaines.



Il s'est notamment agacé des réserves émises à son égard sur son profil peut-être pas tout à fait complet. Ce qui le fait halluciner. Aucun joueur dans l'histoire n'affiche un niveau aussi élevé dans autant de secteurs de jeu, constate-t-il. Il comprend que les discussions sur le GOAT (Greatest of all time, le meilleur de tous les temps) puissent exister entre plusieurs joueurs mais il se voit largement au-dessus. "Je crois que je suis le joueur le plus complet qui ait existé", explique-t-il. "C'est mon opinion. Ça peut être une question de goût mais je crois que c'est moi. Je fais tout dans le football. Je joue bien de la tête, je tire bien les coups de pied arrêtés, je tire bien du pied gauche, je

suis rapide, je suis fort, je saute. Le goût est une chose, dire ça, ça ou ça, que tu préfères Messi, Pelé ou Maradona, je l'entends et je le respecte mais dire que Cristiano n'est pas complet, c'est un mensonge. Je suis le plus complet." Et le meilleur de l'histoire? "Oui, je crois que oui, je ne vois personne meilleur que moi et je te le dis de tout mon cœur", répond-il du tac au tac.

«LES GENS SONT UN PEU PESANTS AVEC LES 1.000 BUTS»

L'actuel buteur d'Al-Nassr (Arabie saoudite) s'agace aussi de voir ses performances actuelles reléguées au second plan. Après avoir confié son rêve d'at-

teindre les 1.000 buts inscrits en carrière, le Portugais perçoit une attente un peu lourde à ce sujet. Car, pour lui, ce chiffre symbolique ne changera rien à un débat réglé depuis longtemps dans son esprit: il est déjà la meilleur.

"Les gens sont un peu pesants avec les 1.000 buts", confie-t-il. "Je sais que je suis aussi cou-

pable. Mais il semble qu'ils sont en train de dévaloriser ce que je suis en train de faire. Par exemple, cette année, je marque des buts, beaucoup et des jolis. Je suis bien et les gens ne valorisent pas mon moment, mes buts. Ils sont genre: 'il en manque 85'. Ça ne me plait pas. Les choses doivent se passer naturellement. Parce que même

si je marque 920, 925 ou 930 buts, le meilleur de l'histoire, c'est moi. Point final.

Je marque des buts, les chiffres le disent. Si les 1.000 buts arrivent, ce serait terrible. Je ne sais pas (si ça arrivera) mais je te le dis sincèrement. Je ne me projette pas, je pense au moment présent. Je ne sais pas ce qui va se passer demain."

ITALIE

L'AS Rome souhaite attirer Ancelotti

L'AS Rome veut frapper fort sur le marché des entraîneurs l'été prochain. Selon As, le club italien veut convaincre Carlo Ancelotti de s'asseoir sur son banc à l'issue de la saison quelques semaines après l'annonce, par la presse espagnole, de son départ du Real Madrid à l'issue de la saison. L'Italien n'a pas confirmé l'information. "Je vais essayer d'être clair: ma date de départ, je ne la dirai jamais, moi. Je sais parfaitement que ce jour arrivera, mais je ne sais pas quand. Ce n'est pas moi qui décide", avait lancé le technicien de 65 ans sous contrat jusqu'en 2026 avec le Real. Le démenti n'a semble-t-il pas convaincu les dirigeants romains de passer leur tour. La famille Friedkin, propriétaire du club, aurait personnellement approché Ancelotti en lui formulant une proposition ambitieuse sur le plan économique mais aussi sportif avec l'objectif de faire revenir le club au sein de l'élite européenne. La Roma activerait aussi la corde affective en insistant sur les brillantes années passées au club par Ancelotti lorsqu'il était joueur (1979-1987). Il avait décroché un titre de champion d'Italie (1984) mais aussi quatre coupes d'Italie en 227 matchs (17

buts) avant de rejoindre le grand Milan AC. "Carletto" a déjà évoqué son envie d'entraîner un jour à Rome, sans en faire une obsession non plus. Mais il s'était tout de même exprimé sur cette possibilité en décembre dernier, tout en saluant son ami Claudio Ranieri, actuellement sur le banc romain jusqu'à la fin de la saison avant de retourner à sa retraite. "On en parle beaucoup, mais je suis bien ici et je travaille pour rester le plus longtemps possible", avait-il lancé. "Ranieri est un ami et ça se passe bien, je suis heureux. J'ai une très bonne relation avec la Roma, de très bons souvenirs, mais il y a un long chemin à parcourir entre le dire et le faire. En ce moment, je suis bien ici et je ne pense pas à mon avenir. J'ai encore un contrat de deux ans, mais les contrats peuvent être rompus ou prolongés." Le futur d'Ancelotti est encore flou et la perspective d'un départ à la retraite pourrait aussi exister pour l'entraîneur le plus titré de l'histoire du Real (15). Le nom de Xabi Alonso est régulièrement avancé pour éventuellement lui succéder mais cela dépendra aussi du souhait du président Florentino Perez.

APRÈS SON RECRUTEMENT XXL

Man City dépense plus que trois grands championnats européens

Habituellement considéré comme une période d'ajustement, le mercato d'hiver a viré à la frénésie à Manchester City. Le club anglais, pris dans une inattendue spirale de défaites entre octobre et décembre, a énormément dépensé pour renforcer son effectif cet hiver. Six nouveaux joueurs ont rejoint les Sky Blues dont l'ailier Omar Marmoush (Francfort) recruté contre 75 millions d'euros ou le milieu de terrain espagnol Nico Gonzalez (Porto), acheté 60 millions d'euros.

Le défenseur lensois Abdoukodie Khusanov (40 millions d'euros), le Brésilien Vitor Reis, le Sierra-Léonais Juma Bah (prêté à Lens) et l'Anglo-américain Christian McFarlane ont aussi rallié le nord de l'Angleterre pour un total de

près de 260 millions d'euros, selon les estimations de CBS Sports. L'enveloppe globale dépasse ainsi les investissements cumulés de trois grands championnats européens: la Liga (31 millions d'euros investis), la Bundesliga (206) et la Ligue 1 (250). Seuls les clubs de Serie A ont un peu plus investi que City (272) et la Premier League (297) même si les dépenses des Citizens représentent 86% de ce total.

Malgré ce recrutement XXL, City ne va pas beaucoup mieux pour le moment comme en atteste la claque reçue sur le terrain d'Arsenal (5-1), dimanche en Premier League. Largement distancés dans la course au titre, les Citizens sont quatrièmes du championnat et toujours en lice dans

deux autres compétitions: la Coupe d'Angleterre et la Ligue des champions avec une double confrontation contre le Real Madrid.

"Je suis un sportif, j'accepte les défaites de manière naturelle, comme je reste calme et détendu quand je gagne", a déclaré après la défaite contre Arsenal Guardiola, qui a prolongé son contrat jusqu'en 2027 en novembre dernier. "Je n'aime pas cela, je suis un peu triste, mais regardons devant. Nous avons une longue semaine (sans match de championnat, ndr), nous préparons la Coupe d'Angleterre et les matches contre Madrid, Newcastle, Madrid, Liverpool et ainsi de suite, en tirant des enseignements de ce match."

BRÉSIL

Jardim nouveau coach de Cruzeiro

Le Portugais Leonardo Jardim a été nommé entraîneur du club brésilien de Cruzeiro, en remplacement de Fernando Diniz, limogé après une série de contre-performances. "Je suis très heureux d'avoir signé avec Cruzeiro.

Nous serons bientôt ensemble", a déclaré Jardim dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux du club basé à Belo Horizonte (sud-est), où il est attendu samedi. L'entraîneur de 50 ans arrive accompagné de son adjoint Antonio Vieira et des analystes Diogo Dias et José Barros, qui intégreront son staff technique. Ancien coach de Monaco, Jardim s'est illustré en remportant la

Ligue 1 et en atteignant les demi-finales de la Ligue des champions en 2017. Après des passages en Grèce, au Portugal et dans le Golfe, il quitte le club émirati d'Al-Ain, qu'il dirigeait depuis novembre, pour relever ce nouveau défi en Amérique du Sud. Jardim s'est engagé avec Cruzeiro jusqu'à fin 2026. Son arrivée s'inscrit dans un projet à long terme visant à construire une équipe compétitive, un élément clé dans sa décision d'accepter l'offre du club. Il succède à Fernando Diniz, ancien sélectionneur intérimaire du Brésil en 2023, écarté la semaine dernière sous la pression des supporters mécontents des performances de l'équipe.

COUPE D'ALLEMAGNE

Stuttgart passe aux demi-finales

Stuttgart a été mardi le premier club à se qualifier pour les demi-finales de la Coupe d'Allemagne, en éliminant à domicile Augsburg avec la plus petite des marges (1-0). L'attaquant international allemand Denis Undav a marqué l'unique but du match à la 30e minute, à l'issue d'un contre rondement mené qu'il avait lui-même initié. Cinquième de Bundesliga, et récemment éliminé de la Ligue des

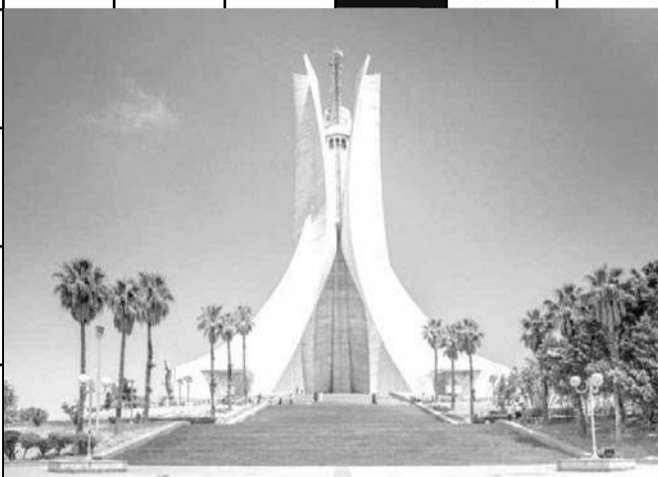
champions après sa lourde défaite (4-1) lors de la dernière journée contre le Paris SG, Stuttgart rejoint un dernier carré où manque le Bayern Munich, éliminé au tour précédent par Leverkusen. L'équipe bavaroise d'Augsbourg, douzième du championnat, n'a jamais réussi à faire vraiment trembler les Souabes, qui ont eu le contrôle du match malgré le score serré.

Mots Croisés

	A	B	C	D	E	F	G	H
1								
2								
3	■			■				
4						■		
5					■			
6		■					■	
7								
8				■				■
9			■					
10		■						■
11					■			
12								

LES MOTS FLÉCHÉS

PALPAIS	BAVE DE RAGE	PAS TOUT À FAIT AU SUD	RÉPANDUS DE TOUS CÔTÉS	ANCIEN ANESTHÉSIQUE	SOCLES DE BALLES
JETAS	ÉCŒURÉ	BRUIT DE BÉBÉ	MEMBRE DU CORPS ANIMAL	PIQUANT EN GORGE	GÉANTS
			À MOI		
ART PRATIQUE DANS UNE ARÈNE			INTERRUPTIONS SUR IMAGE		
ONGUENT					
AMOUR DE TRISTAN			ÊTRE AU FUTUR		CATHÉDRALES OU BASILIQUES
ÉRODÉ					
					LE NOUVEAU EST PETIT
					IMPÔT SOCIAL
ÉPAIS ET FOURNI	REFUSÉES À L'EXAMEN				
					IL EST DIFFICILE À PEIGNER
					PRÉPARATION À BASE DE FARINE
L'HOMME D'AVANT					
OUI DU SUD					
	AFFECTION DENTAIRE	ENJEU	TOURMENTER	C'EST PROPRE QUAND IL N'Y EN A PLUS	BELLE CARTE
		ESPACE PARSEMÉ D'ÉTOILES	ARRIVÉE DE L'ŒUF		NICKEL ABRÉGÉ
TRÈS PRENANTE					
COR D'ARMÉE					
				BIEN FICÉLES	
				A UNE EXISTENCE	
BRISÉE DE FATIGUE					
CŒUR DU CYCLONE					
			CONTRÔLE D'APTITUDE À L'EMPLOI		
PRONOM PERSONNEL RÉFLÉCHI		COMME LA LANGUE ARGOTIQUE			




HORIZONTALEMENT

- A. Fleuve côtier du Nord. Dominer la situation.
- B. Citoyenne à la Cour. Dernier mot de demoiselle. À moi.
- C. Droit de jouissance. Part de soupe.
- D. Symbole du scandium. Groupes d'atomes. Poisson avec des ailes.
- E. Un peu d'oseille. Antiques poètes grecs.
- F. Nommé aux voix. Simplement.
- G. Qui est sûr de servir. Surface au sol. Négation qui va par deux.
- H. Sont nombreux à la fin des vacances. Dieu atmosphérique.

VERTICALEMENT

- 1. Il travaille avec précision.
- 2. Examine le patient.
- 3. Il ne va pas jusqu'à la mer. Son astre est la Lune.
- 4. Fait attention (se). Saint de Normandie.
- 5. Préfixe pour l'air. Une larme.
- 6. Paresseux de naissance.
- 7. Considéreras avec mépris.
- 8. Période de reproduction. Pli à la belote.
- 9. Deux à Pompéi. Reporte à une autre date.
- 10. Fondement.
- 11. Trouble des sens. Entre le nord et l'ouest.
- 12. Perdre de la vitesse.

SUDOKU

5			6	9	1	2		4
4	3							
			3			9	7	8
		4	2		6	7		9
	1				3	5		2
		8	7		4	3		6
			4			8	5	1
6	2							
8			5	7	9	6		3

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

AFFUT	AGAMI	ANNEAU	ANSE	APLATIR	AVALISER	DRAGON	ERREUR	FANGE			
GALVAUDER	GAVROCHE	INFERNAL	JUNGLE	KAPO	LAPON	MASSEPAIN	PLACENTA				
PLEXUS	RAVIOLI	RETS	RIGORISTE	SALVE	TAIE	TRAFIQUER	TSAR	VICAIRE			
E	E	A	M	R	U	E	R	R	E	R	D
E	S	T	S	A	R	E	E	K	E	R	L
H	I	N	S	I	S	D	E	U	A	A	A
C	L	E	A	I	U	S	Q	G	N	P	P
O	O	C	L	A	R	I	E	R	N	L	O
R	I	A	V	G	F	O	E	P	E	A	N
V	V	L	E	A	N	F	G	X	A	T	F
A	A	P	R	M	N	U	U	I	U	I	S
G	R	T	A	I	E	S	J	T	R	R	N

NOUNA, L'ENFANT DE LA SCÈNE QUI A CONQUIS BÉJAÏA

L'itinéraire d'une comédienne forgée par le théâtre de terrain

Dans le bouillonnement artistique de Béjaïa, il est des noms qui résonnent avec une évidence presque naturelle. Nouna, de son vrai nom Nassima Adnane, fait partie de ceux-là. Comédienne, metteuse en scène, éducatrice, elle incarne une génération d'artistes qui n'ont jamais attendu qu'on leur ouvre les portes pour s'imposer sur scène.

Samy Terki

Son parcours est un mille-feuille d'engagement, de passion et d'apprentissage forgé au gré des planches et des ateliers, bien loin des projecteurs aseptisés du star-system.

Tout commence dans les couloirs du Théâtre régional de Béjaïa (TRB), où elle fait ses armes dans des productions destinées aux enfants. Les festivals se succèdent, les spectacles s'enchaînent, et très vite, son nom s'impose comme une référence dans le théâtre jeune public. Mais réduire Nouna à cet univers serait une erreur. Elle a traversé les formes et les genres, passant du clown à la tragédie, du théâtre de rue aux créations expérimentales. C'est avec Les gouttelettes des

contes, sous la direction de Taous Khazem, qu'elle s'affirme pleinement. Sur scène, elle déploie une énergie brute, une présence qui capte et retient, loin des effets faciles. Son jeu s'appuie sur une rigueur presque chorégraphique, une maîtrise du corps et de la voix qui la distingue immédiatement.

Lors du Festival national du théâtre féminin, c'est dans Ibn Battuta que le public et le jury la retrouvent. Cette fresque théâtrale, qui revisite le voyage du célèbre explorateur arabe, ne se contente pas d'être un spectacle d'époque, c'est une plongée dans la quête d'identité, le déplacement, le rapport au monde. Dans cette pièce, Nouna donne toute la mesure de son talent. La troupe de Béjaïa



décroche le Prix du meilleur spectacle complet, ainsi que celui du meilleur texte original ou adaptation. Une victoire qui consacre un travail collectif mais qui, pour Nouna, sonne surtout comme une étape dans un cheminement plus large. Elle n'a jamais joué pour les prix. Ceux qui la connaissent

savent que son véritable terrain, c'est celui où la scène se mêle à la transmission. Éducatrice de crèche, formatrice en théâtre, elle n'a de cesse de tisser des passerelles entre l'art et l'apprentissage. Son engagement dépasse le cadre strict de la représentation : pour elle, le théâtre est un outil de lien

social, une manière de raconter, d'exister, de résister aussi.

ET APRÈS ?

Si Béjaïa l'a vue grandir, elle n'en reste pas moins en mouvement. Nouna est de ces artistes insaisissables qui ne se figent jamais dans un rôle ou un cadre. Le prix remporté à Annaba n'est ni un aboutissement ni une consécration définitive, mais un élan supplémentaire pour explorer de nouveaux territoires, toujours avec cette même exigence et cette fidélité à son art. À l'heure où les institutions culturelles peinent à soutenir une scène indépendante, des artistes comme Nouna rappellent que le théâtre, avant d'être une industrie du spectacle, est d'abord un acte de présence. Un engagement. Une nécessité. **S.T.**

Quand l'art brise les barrières du handicap

C'est au cœur du Palais de la culture Moufdi-Zakaria, à Alger, qu'une vingtaine d'artistes en situation de handicap exposent, jusqu'au 20 février, des œuvres aussi puissantes qu'émouvantes. Organisée sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, cette exposition collective met en lumière le talent de créateurs souvent relégués aux marges du monde de l'art. Peinture, calligraphie, sculpture... Les disciplines se mêlent pour donner à voir un foisonnement d'expressions où l'intime côtoie le politique, où la fragilité devient force. Ici, pas de

condescendance ni de paternalisme, chaque œuvre témoigne d'une démarche artistique assumée, d'un regard unique sur le monde. Hassina Zahaf, atteinte d'une infirmité cérébrale motrice, interroge la représentation du féminin à travers des portraits de femmes aux traits déformés, dont l'intensité dramatique semble sonder les tourments intérieurs. Imane Haddad, elle, explore la beauté et la délicatesse florale dans une approche figurative tout en subtilité.

Plus loin, les paysages de Nourredine Charabi attirent le

regard. Peignant avec ses pieds, l'artiste parvient à capturer la lumière et la profondeur des sites emblématiques du patrimoine algérien avec une maîtrise qui force l'admiration. À ses côtés, Kentache Hania, Chimouni Abderahmane, Admane Feriel et bien d'autres livrent des fragments de leur monde intérieur, entre douleur et résilience, entre rêve et revendication. Présent lors du vernissage, le ministre de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, a salué une initiative qui, selon lui, « permet aux personnes à besoins spécifiques de s'affirmer sur la scène artistique et de revendiquer leur place dans la société ». Une déclaration qui résonne dans un contexte où

l'accès à la culture reste un combat pour de nombreux artistes en situation de handicap. Loin d'être une simple vitrine, cette exposition s'accompagne d'ateliers de calligraphie, de sculpture sur bois et de travail sur matériaux recyclés. Un espace de transmission, mais aussi d'émancipation, où la création s'affirme comme un moyen de reconquérir un territoire trop souvent interdit.

Parmi les invités d'honneur, le maître calligraphe Mohamed Cherifi, connu pour avoir écrit le Saint Coran et conçu des billets de banque, apporte une dimension historique et patrimoniale à l'événement. Il animera, durant toute la durée de l'exposition, des sessions d'ini-

tiation à la calligraphie arabe, un art où le geste et l'esprit ne font qu'un.

À travers cette manifestation, une certitude émerge : la création ne connaît pas de limites autres que celles que la société lui impose. En mettant à l'honneur des artistes longtemps invisibilisés, cette exposition interroge les frontières du regard et invite à repenser les rapports entre handicap et expression artistique.

Jusqu'au 20 février, la galerie Baya du Palais de la culture Moufdi-Zakaria devient ainsi le théâtre d'une effervescence créative où chaque œuvre, par sa force et sa singularité, s'impose comme un acte de résistance.

Le livre algérien sort-il enfin de ses marges ?

Le Syndicat national des éditeurs de livres (Snel) voit d'un œil favorable les récentes annonces du ministère de la Culture et des Arts en faveur du secteur du livre. Dans un communiqué, l'organisation saluait une « nouvelle politique » qui, à en croire les promesses officielles, devrait bientôt se concrétiser. Parmi les mesures avancées, une meilleure représentation des éditeurs algériens dans les foires internationales, la création d'espaces d'exposition et un soutien accru aux librairies. Un cap qui, sur le papier, répond à des revendications portées depuis longtemps par les professionnels du secteur.

Le Snel, qui milite de longue date pour une revalorisation du livre en Algérie, souligne que plusieurs de ces mesures figuraient déjà dans ses propres propositions. Pour le syndicat, cette feuille de route pourrait marquer un tournant, en contribuant non seulement à dynamiser la lecture publique, mais aussi à stimuler l'industrie du livre, souvent reléguée au second plan dans

les politiques culturelles.

L'organisation insiste sur la nécessité d'un dialogue ouvert avec la société civile et d'une concertation plus étroite avec les éditeurs, saluant au passage l'attention accordée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la question culturelle. La reconnaissance du droit du citoyen à la culture, inscrite dans la Constitution, constitue selon elle un socle sur lequel bâtir une véritable politique publique du livre.

Si le syndicat se dit « optimiste », il reste néanmoins conscient des nombreux obstacles qui entravent encore l'édition et la commercialisation du livre en Algérie. Faible distribution, manque d'infrastructures dédiées, difficultés d'accès aux financements... Autant de freins que le ministère de la Culture s'est engagé à lever.

Le Snel affirme en tout cas sa volonté de collaborer activement à la mise en œuvre de cette nouvelle politique, en apportant son expertise et en lançant des projets concrets pour favoriser l'essor du livre et de la lecture. **R.C.**

CONCOURS ÉPISTOLAIRE 2025

Quand les enfants prêtent leur plume aux océans

À l'heure où les océans subissent l'assaut du réchauffement climatique, de la pollution et de la surexploitation, l'Algérie invite ses jeunes citoyens à leur donner voix au chapitre. À partir du 7 février, le Concours national de composition épistolaire pour enfants lance son édition 2025 sur le thème « Imagine que tu es l'océan », une initiative qui s'inscrit dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD). L'enjeu ? Sensibiliser les générations futures aux défis maritimes à travers un exercice d'écriture où la créativité devient un levier de plaidoyer.

UNE LETTRE POUR LA PLANÈTE

Organisé par le ministère de la Poste et des Télécommunications en collaboration avec plusieurs institutions, dont Algérie Poste, le ministère de l'Éducation nationale et l'Organe national de protection et de

promotion de l'enfance (ONPPE), le concours est ouvert aux enfants âgés de 9 à 15 ans. Trois langues sont acceptées, l'arabe, le tamazight et l'anglais. Une seule contrainte, 800 mots maximum, pour esquisser, en quelques paragraphes, les colères et espoirs des océans, leurs menaces et leurs résistances.

Les candidats peuvent déposer leur lettre jusqu'au 31 mars, soit auprès de leur établissement scolaire, soit dans un bureau de poste sous pli fermé à l'intention du directeur de la Poste et des Télécommunications de leur wilaya, avec la mention « Concours national de composition épistolaire 2025 ». Pour les plus connectés, une soumission par e-mail est également possible à rissalati2025@mpt.gov.dz.

Le concours se déroulera en plusieurs phases, une sélection d'abord à l'échelle wilayale, puis régionale, avant d'aboutir

au palmarès national. Le lauréat final verra son texte envoyé à l'Union postale universelle (UPU) pour représenter l'Algérie lors de la 54e édition du Concours international de composition épistolaire, dont la clôture est fixée au 5 mai 2025. L'annonce des gagnants nationaux interviendra quant à elle début mai.

Derrière cet exercice d'écriture, un double objectif, aiguïser l'esprit critique et l'expression des enfants tout en mettant en lumière le rôle de la poste en tant qu'outil de transmission du savoir et de sensibilisation. Une manière aussi d'encourager les jeunes générations à s'emparer des urgences écologiques, à défendre des propositions, à défendre un avenir où les océans ne seraient plus les oubliés du progrès. En prêtant leur plume aux vagues, ces enfants auront peut-être, demain, le pouvoir d'en inverser le reflux. **S.T.**

16



- Alger 29°
- Ouargla 30°
- Oran 29°
- Constantine 30°

FADJR 06:12	DOHR 13:02	ASR 15:55	MAGHREB 18:17	ISHA 19:42
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

AG ÉLECTIVE DE LA LFP : MESLOUG A ÉTÉ ÉLU PRÉSIDENT

Le président intérimaire de la Ligue professionnelle de football, Mohamed Amine Mesloug, a été élu président de cette structure qui gère le championnat professionnel, avec 20 voix pour, et en présence de 24 membres de l'AG. Sachant que les quatre membres non-votants ne pouvaient pas le faire étant donné qu'ils ont un statut de superviseur et de consultant. Le président Mesloug a pris la parole pour remercier les membres de l'AG pour leur confiance, affirmant qu'il fera tout ce qui est en son

possible pour être à la hauteur de cette confiance. « Mon élection s'est déroulée en toute transparence, et je tiens à présenter mes remerciements à ceux qui m'ont accordé leurs voix. Je tâcherai d'œuvrer dans la continuité de ce que nous avons réussi jusqu'à maintenant », dira Mesloug, qui ajoutera qu'il axera son travail sur le marketing et sur la résolution de ce problème du calendrier du championnat, en plus de l'organisation de la LFP et des clubs professionnels. Pour ce qui est de la programmation,

Mesloug annoncera qu'il coordonnera avec les clubs professionnels avant le début de la saison prochaine pour ficeler le programme en toute transparence. Il révélera aussi qu'il y a un projet pour mettre en place un nouvel hymne de la LFP qui entre dans le cadre de la commercialisation pour le championnat national, tout en affirmant qu'il souhaite négocier serré avec l'ENTV pour permettre aux clubs d'obtenir plus en matière de droits-TV.

M.A

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // JEUDI 6 FEVRIER 2025 // N°1006 // PRIX 20 DA

CRISE FRANCE-ALGÉRIE

CHEVÈNEMENT PLAIDE POUR UN DIALOGUE « D'ÉGAL À ÉGAL »

Alors que les relations entre Alger et Paris traversent une nouvelle zone de turbulences, Abdelmadjid Tebboune appelle à laisser s'exprimer les figures françaises respectées en Algérie. Parmi elles, Jean-Pierre Chevènement, président d'honneur de l'association France-Algérie, plaide dans Le Figaro pour une relation d'égal à égal et exhorte la France à renouer avec une coopération fondée sur des intérêts communs. Derrière ces déclarations, un rapport de force se joue entre volonté d'apaisement et tentatives de déstabilisation, notamment via certains médias français.

Aïda Mouni

Dans un entretien accordé le 2 février au journal L'Opinion, Abdelmadjid Tebboune a dénoncé ce qu'il perçoit comme une campagne de diabolisation orchestrée par certains médias français, en particulier ceux détenus par Vincent Bolloré. Il accuse ces chaînes de télévision de « détruire quotidiennement l'image de l'Algérie », tout en restreignant l'accès à la parole de figures politiques et intellectuelles françaises désireuses de contribuer à un débat plus équilibré. Dans cette logique, il cite Jean-Pierre Chevènement, Ségolène Royal, Jean-Pierre Raffarin et Dominique de Villepin parmi les personnalités qui devraient être davantage entendues. Un positionnement qui tranche avec les discours souvent virulents émanant de certains plateaux parisiens où l'Algérie est régulièrement prise pour cible. Dans Le Figaro, Jean-Pierre Chevènement a rappelé les réalités économiques et humaines qui lient indéfectiblement les deux pays. Avec une diaspora estimée à trois millions d'Algériens et Franco-Algériens en France et des échanges commerciaux bilatéraux atteignant 12 milliards d'euros par an, l'Algérie demeure un partenaire de premier plan pour Paris. L'ancien ministre de l'Intérieur souligne également l'importance de la coopération sécuritaire dans un contexte de menaces terroristes persistantes au Sahel. Selon lui, toute



politique visant à réduire les flux migratoires ne peut être efficace qu'à travers une collaboration confiante avec Alger, rappelant que les Algériens sont les premiers bénéficiaires de titres de séjour en France en 2024. Si Chevènement défend un rapprochement, il ne se prive pas d'aborder certains sujets sensibles. Il évoque notamment l'incarcération de Boualem Sansal, écrivain emprisonné en Algérie depuis novembre 2023, appelant à ce qu'il puisse rencontrer son avocat « dès que possible ». Selon lui, un tel geste ne ferait que grandir l'Algérie. Toutefois, cette prise de position ne remet pas en cause son plaidoyer en faveur d'une rela-

tion plus équilibrée entre les deux États. Il met en garde contre une « instrumentalisation » des tensions par certains responsables français, évoquant la nécessité de sortir des « embrouillaminis passionnés » pour renouer avec une coopération pragmatique. Pour appuyer son argumentaire, Chevènement convoque la mémoire du général de Gaulle, qui voyait dans la coopération avec l'Algérie un impératif stratégique. Il rappelle que cette orientation politique a valu au général deux tentatives d'assassinat de la part de l'OAS, un détail lourd de sens alors que certains discours nostalgiques de la période coloniale refont réguliè-

ment surface en France. L'ancien ministre socialiste reprend également les mots de Jean-Paul Vesco, évêque d'Oran, qui, en 2017, décrivait la relation franco-algérienne comme un lien où « la France et l'Algérie n'hésitent pas à se blesser mutuellement », ajoutant que ces blessures sont celles « que seuls de véritables amis peuvent s'infliger ». Chevènement ne manque pas de réagir aux propos d'El Hachemi Djaboub, ancien ministre algérien qui déclarait que « la France restera l'ennemi traditionnel et éternel de l'Algérie ». Il réfute cette vision et affirme qu'« il n'en est pas ainsi pour des millions de Français qui apprécient les qualités, notamment de courage, du peuple algérien ». Dans cette même dynamique, l'association France-Algérie, aujourd'hui présidée par Arnaud Montebourg, a publié une déclaration appelant à une désescalade verbale et à une reprise du dialogue entre les gouvernements des deux pays. Entre tensions historiques, luttes d'influence et intérêts économiques, la relation franco-algérienne oscille en permanence entre confrontation et rapprochement. Si les polémiques médiatiques et politiques nourrissent un climat de défiance, la réalité impose aux deux nations de composer ensemble. Reste à voir si les actes suivront ces appels à l'apaisement.

A.M

BILAN OPÉRATIONNEL DE L'ANP

SEPT ÉLÉMENTS DE SOUTIEN AUX GROUPES TERRORISTES ARRÊTÉS

Sept éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés et une quantité d'armes et de munitions a été récupérée par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), lors d'opérations distinctes menées à travers le territoire national entre le 29 janvier et le 4 février, indique un bilan opérationnel de l'ANP diffusé hier. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période allant du 29 janvier au 04 février 2025, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national",

précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste et « lors de deux opérations de qualité menées à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar en 6^e Région militaire, des détachements de l'ANP ont récupéré 4 pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, un (1) pistolet automatique, un (1) fusil à lunette, 2 fusils mitrailleurs, un (1) lance-roquettes, une quantité de munitions et d'autres effets », note le communiqué, soulignant que d'autres détachements de l'ANP « ont arrêté 7 éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations à travers le territoire national ». Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements

combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 75 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 14 quintaux et 35 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 2,3 kilogrammes de cocaïne et 1.029.180 comprimés psychotropes ont été saisis". À Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, Djanet, In Salah, Tindouf et Illizi, des détachements de l'ANP "ont arrêté 344 individus et saisi 22 véhicules, 258 groupes électrogènes, 155 marteaux piqueurs, 5 détecteurs de métaux, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres, d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opé-

rations d'orpaillage illicite". De même, « neuf (9) autres individus ont été arrêtés et un (1) pistolet mitrailleur de type kalachnikov, un (1) fusil mitrailleur, un (1) pistolet automatique, 28.838 litres de carburants, ainsi que 22 quintaux de tabacs et 8 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et à la spéculation ont été saisis, lors de différentes opérations ». Par ailleurs, les garde-côtes "ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de 7 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 314 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le communiqué du MDN.